

Le Monde de l'administration

Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com

Mercredi 06 Janvier 2021/ N° 1028

Prix : 20 DA



LA LISTE DES CONCESSIONNAIRES SERA RENDUE PUBLIQUE INCESSAMMENT

IMPORTATION DE VÉHICULES NEUFS LA DERNIÈRE LIGNE

Toxicomanie

LANCEMENT

OFFICIEL DE LA DISPENSATION DE LA MÉTHADONE

ELLE S'EFFECTUERA D'ABORD
AU SERVICE DE LUTTE CONTRE
LA TOXICOMANIE DE BLIDA

BRIN D'ESPOIR POUR LES
TOXICOMANES ET LEURS
FAMILLES. UNE NOUVELLE
MÉTHODE DE LUTTE CONTRE
L'ADDICTOLOGIE EST
OFFICIELLEMENT
LANCÉE.



page 02

Coronavirus:

228 nouveaux cas, 186
guérisons et 5 décès ces
dernières 24h

KARIM YOUNÈS À PROPOS DES
CHANGEMENTS
CONSTITUTIONNELS

« L'Algérie
nouvelle a
besoin de la
mobilisation
de tous »



RÉOUVERTURE DES ROUTES COUPÉES
PAR LES INTEMPÉRIES

APRÈS LA NEIGE, LE VERGLAS MET EN DANGER LES AUTOMOBILISTES

ETAT DE LA GESTION DES DÉCHETS EN 2020

ELABORATION PROCHAINE DU PREMIER RAPPORT EN ALGÉRIE

AÏN DEFLA:

DEUX FRÈRES MORTS
PAR ASPHYXIE
AU MONOXYDE
DE CARBONE
À AÏN BÉNIAN



ELLE S'EFFECTUERA, D'ABORD AU SERVICE DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE DE BLIDA

Toxicomanie : lancement officiel de la dispensation de la méthadone

Brin d'espoir pour les toxicomanes et leurs familles. Une nouvelle méthode de lutte contre l'addictologie est officiellement lancée. C'est ce qu'a affirmé, hier, Pr Ismail Mesbah, ministre délégué chargé de la réforme hospitalière. En effet, le ministre délégué a officiellement lancé, hier, la dispensation de la méthadone. Pr Mesbah a précisé, à ce propos, que ce lancement concerne, en premier temps, une expérience-pilote. M. Mesbah, au niveau du centre de lutte contre la toxicomanie de Blida. « Ce traitement contribuera à l'insertion sociale des sujets souffrant d'addictologie », a dit, Pr Mesbah, ajoutant qu'il se « réjouit du lancement de la dispensation de la méthadone. C'est une réalité intangible, car accompagnée d'une volonté politique indiscutable et soutenue par l'engagement des professionnels de la santé et de la



société civile ». Il a souligné que l'expérience est d'abord lancée à Blida avant qu'elle ne soit étendue à l'échelle nationale et ce, après « évaluation de l'expérience à mi-parcours, soit dans 6 mois ». Il a souligné que « c'est une démarche

prudentielle de l'usage de ce produit », indiquant qu'il s'est engagé à « veiller à l'accès à la méthadone avec l'extrême vigilance ». « Il faut également assurer la disponibilité régulière, continue et en quantité suffisante », a-t-il précisé,

informant l'implication de la Pharmacie centrale des Hôpitaux (PCH). Tout en relevant « les effets dévastateurs de la toxicomanie sur les jeunes », il a qualifié la méthadone de « moyen irremplaçable » à même « de venir en aide à ceux souffrant d'addictologie et à leur assurer une réinsertion sociale, en même temps qu'il les protégera, ainsi que le reste de la société, contre l'usage des drogues injectables ». « La maîtrise de la dépendance pour les usagers contribuera, sans nul doute, à fédérer la société civile, les pouvoirs publics, ainsi que tous les partenaires à atteindre les objectifs en matière de lutte contre la toxicomanie et qui s'appuient sur les réalisations déjà engagées », a poursuivi le ministre délégué, avant de rappeler l'existence d'un bon nombre de centres intermédiaires de soins en addictologie, à travers le territoire national. Tout

en précisant que l'aboutissement à cette dispensation est le fruit d'une « longue et complexe procédure », le sous-directeur de la Promotion de la Santé mentale au ministère de la Santé, Pr Mohamed Chakali, a tenu à mettre en garde contre « la menace des opioïdes ». Il a, par ailleurs, plaidé pour « le respect de la législation en matière de prescription » de ce médicament, avant d'insister sur la formation du « personnel qualifié » afin d'en doter les centres dédiés à la lutte contre la toxicomanie. Allant dans ce sens, le chef de service spécialisé de l'EHS de Blida, Pr Nadir Bourbon, a fait savoir que 50 % des patients pris en charge par cette structure sont issus, outre de Blida, d'Alger et de Médéa, alors que 33 % de l'ensemble des malades de l'Etablissement s'y rendent pour des soucis d'addictologie.

KARIM.M

LA CÉRÉMONIE DE LANCEMENT A RÉUNI PLUSIEURS RESPONSABLE

Un bus et un camion hybrides mis en circulation

Afin de lutter contre la pollution et la sur-consommation énergétique, les autorités publiques ont mis sur pied une combinaison entre deux carburants et qui permettra une réduction sensible à la fois de la consommation et de la pollution. Il s'agit, au fait, d'un camion hybride à double énergie. Cette énergie est composée du diesel et du GPLc. Ainsi, le premier bus de transport public et le premier camion hybrides roulant à la double énergie ont été lancés, hier. Lors de la cérémonie de lancement, le premier bus de transport public de l'Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) et le premier camion de transport de carburant du Groupe public du transport de marchandise et de logistique (LOGISTRANS) hybrides roulant au diesel-GPLc "dual fuel" ont été lancés dans l'optique de réduire la consommation énergétique et la pollution en présence du ministre des Transports, Lazhar Hani, du ministre des Mines, Mohamed Arkab et du ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour. Lors d'un discours tenu à cette occasion, le ministre des Transports a souligné l'intérêt de

cette démarche pour un secteur transversal dans le développement du pays, appelé à limiter l'utilisation d'énergies polluantes. Il a ainsi énuméré différentes initiatives de son secteur, notamment pour l'électrification de tronçons de chemin de fer, le développement du réseau des transports électriques (tramway et métro) et l'introduction de carburants de moindre pollution dans les secteurs maritime et aérien nationaux. "Le but de notre secteur est de transporter plus de personnes et de marchandises avec des énergies propres. C'est aussi l'occasion d'investir dans la recherche scientifique et développer l'innovation permettant de créer de la richesse et offrir des postes d'emploi", a estimé M. Hani, estimant que le soutien au renouvelable et aux énergies propres est un investissement vital et durable. Pour sa part, M. Chitour a indiqué que les premiers kits de conversion diesel-GPLc ont été importés de Pologne, ajoutant que 50.000 kits doivent être importés "représentent 200.000 tonnes de gasoil économisés soit 160 millions dollars épargnés". De plus, il s'agit selon le ministre de changer les habitudes de consommation énergétique en parvenant à une réelle rupture d'autant

que dès 2030, la consommation de l'essence et du diesel connaîtra une tendance baissière avec l'émergence des véhicules et autres modes de locomotion électriques. Le ministre des Mines a assuré de son côté la disposition des ingénieurs de son secteur afin d'assurer la sécurité et la conformité des équipements installés. Une étude des paramètres d'utilisation de ces nouveaux kits est d'ailleurs en cours lors des premiers essais effectués par les bus équipés de ce kit "Dual fuel" permettant l'économie de consommation de plus de 30 % de gasoil. Quant au Directeur général de l'ETUSA, Karim Yacine, il a mis en avant l'apport de Naf-tal dans ce projet permettant d'entamer la transition énergétique au niveau des transports urbains de la capitale. "Cela vise à transformer nos paramètres de gestion et faire des économies d'échelle à travers l'utilisation des énergies propres et des modes d'organisation et de fonctionnement plus durables", a-t-il expliqué, notant la fierté de l'ETUSA "d'être avec LOGISTRANS, des précurseurs pour s'orienter vers ce type de carburant moins coûteux et moins polluant".

M.M

AFFAIRE DE CORRUPTION À LA SONELGAZ DE TIPASA

Peines réduites pour cinq accusés et acquittement de sept autres

La Cour d'appel de Tipasa a décidé, mardi, la réduction de la peine de quatre accusés dans l'affaire de corruption à la Sonelgaz, à deux ans de prison, dont une année avec sursis, au moment où la peine d'un autre a été réduite à une année de prison avec sursis, avec la confirmation de la non culpabilité de six autres accusés, et l'acquittement d'un septième. Il s'agit de la réduction de la peine de trois accusés condamnés précédemment par le tribunal de première instance de Tipasa, à quatre années de prison. Une peine réduite à deux ans de prison, dont une année avec sursis, pour le chef de l'unité d'exploitation d'électricité et de gaz de Tipasa, le chef du service des moyens généraux et un entrepreneur. Le même tribunal a décidé la réduction de la peine de l'ex-responsable de la même direction, de deux ans de prison

ferme, à deux ans de prison, dont une année avec sursis, tout en diminuant la peine du responsable du service comptabilité, de 18 mois de prison à une année de prison avec sursis. La Cour d'appel de Tipasa a confirmé la non culpabilité de quatre chefs des services techniques d'électricité de Cherchell, Koléa, Hadjout et Tipasa, tout en acquittant deux employés des services des moyens et de comptabilité. Un autre entrepreneur a été, également, innocenté des accusations portées contre lui, après avoir été condamné, en première instance à quatre années de prison ferme. Le 2 décembre 2019, le paquet avait retenu les chefs d'accusation d'"abus de fonction", "dépense de deniers publics", "perception d'indus avantages" et "passation de marchés douteux", à l'encontre de 12 accusés sur un total de 47 parties mises en cause

dans cette affaire, ayant fait l'objet d'une instruction judiciaire dans le cadre de la Loi contre la corruption. Le juge d'instruction près le tribunal de Tipasa avait ordonné le placement de huit responsables de la Sonelgaz, en détention provisoire et de quatre autres sous contrôle judiciaire. Cette affaire a été traitée sur la base d'une lettre anonyme faisant état de pratiques collusoires et de privilèges ayant profité à l'entreprise "Hammadi", sur un total de 38 autres entreprises contractuelles avec la Sonelgaz de Tipasa, pour la réparation de pannes et la concrétisation d'opérations à caractère d'urgence, suivant un calendrier fixé à l'avance avec l'ensemble des entreprises, tout en fractionnant certaines opérations pour contourner la loi sur les marchés, selon le rapport de renvoi du tribunal.

K.L

Karim Younès à propos des changements constitutionnels

« L'Algérie nouvelle a besoin de la mobilisation de tous »

En visite, hier, dans la wilaya de Mostaganem, le médiateur de la République, M. Karim Younès a saisi l'opportunité pour évoquer le dernier référendum constitutionnel et les objectifs assignés au projet présidentiel à travers ce changement. En effet, M. Younès a estimé que le changement de la Constitution est nécessaire, toutefois, a-t-il ajouté « une mobilisation de tous est nécessaire pour aboutir aux changements attendus » afin « de mettre sur pied la nouvelle Algérie ». « Le document d'amendement de la Constitution passé par un référendum populaire et signé, la semaine dernière, par le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, nécessite une mobilisation de notre part et une connaissance des attentes des citoyens des changements nécessaires pour l'édification d'une Algérie nouvelle, cohérente, forte, de progrès, de justice et d'égalité », a déclaré M. Younès, ajoutant que « nous devons être à l'écoute des préoccupations des citoyens, connaître leurs intérêts différents et œuvrer à opérer une rupture effective avec les pratiques négatives du passé », a souligné le médiateur de la République. A ce propos, M. Younès a indiqué que l'instance de la médiation de la République est en phase d'élaborer son rapport annuel à présenter au Président de la République. Ce rapport comprend un bilan d'activités au niveau national et local où sont mentionnés les ministères et les wilayas ayant joué leur rôle vis-à-vis de la médiation et les autres n'ayant pas répondu. Au sujet d'activités de l'instance de médiation, il a cité le traitement de près de 8.000 requêtes et la réception de 3.000 citoyens et rapports comportant des préoccupations, notamment pour ce qui est des secteurs de la santé, de la protection sociale, du logement, de l'emploi, du domaine foncier et de l'éducation, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des citoyens, a ajouté le médiateur de la République. Karim Younès a expliqué, lors de cette rencontre, que le délégué local de la médiation de la République à travers les wilayas « est un responsable nommé par décision du Président de la République pour être facilitateur et accompagnateur au profit des citoyens, jouissant d'une bonne moralité et d'une bonne réputation et ayant la capacité d'écouter et de dialoguer sans distinction ni discrimination ». M. Younès a effectué une visite à la délégation locale du médiateur de la République et a exhorté les employés à bien accueillir les citoyens et à les aider dans la rédaction de requêtes.

K.M

RICHESSES SOUTERRAINES

Le gouvernement accélère l'exploitation des mines

A peine annoncée, l'exploitation des mines de fer de Ghara Djebilet va bientôt commencer. C'est ce qu'a annoncé le ministre des Mines, Mohamed Arkab.

« Le premier projet d'envergure à concrétiser est celui de l'exploitation de la mine de fer de Ghar-Djebilet. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, m'a instruit lors de la réunion du Conseil des ministres d'aller vite et de terminer cette opération le mois de janvier », a déclaré M. Arkab sur les ondes de la Radio nationale.

« C'est un grand challenge pour nous de terminer le mois de janvier et de concrétiser le premier projet et lancer les travaux le plutôt possible. Nous allons prochainement construire le complexe d'exploitation et passer à la production dans le court terme. Nous avons un engagement devant le Président Tebboune », a-t-il ajouté.

Ainsi, il sera question en premier de réaliser un complexe d'explo-



tation de fer dans cette région (Tindouf), qui va « produire, dans le très court terme 12 millions de tonnes/an, englobant deux types de matières premières qui vont satisfaire la demande nationale d'une part, avec un niveau « appréciable de teneur qui dépasse les 56% », et

d'autre part le marché de l'exportation », a fait savoir le ministre. Mais le ministre des Mines sait que l'exploitation d'une telle mine n'est pas chose facile. Il a précisé que son département était en phase de « discussions directes » avec le partenaire étranger retenu pour

l'exploitation de cette mine, soulignant qu'il s'agissait d'un pays « ami », avec lequel l'Algérie travaille depuis longtemps sur ce dossier. Il a aussi indiqué que le cahier des charges a été finalisé et que la problématique de dé-phosphorisation qui constituait une contrainte au niveau de ce gisement a été identifiée avec le partenaire, afin d'assurer sa réussite en passant en premier par une phase de construction qui est une « phase pilote nécessaire ».

Ce projet devrait générer plus de 3.000 emplois, dont un millier pour lancer sa première phase d'exploitation, selon le ministre, rappelant que les deux mégas gisements de fer, situés dans la wilaya de Tindouf, recelant quelque 3,5 milliards de tonnes de réserve.

En plus de ce gisement de fer, le gouvernement veut exploiter un important gisement situé à Souk-Ahras, Annaba et Tebessa. Ces gisements recèlent quelque 2 milliards de tonnes de réserves et ils vont très prochainement, entrer

en exploitation, après que le choix définitif sera fait parmi les 12 partenaires étrangers potentiels qui ont fait part de leur intérêt à les exploiter.

Comme pour le gisement de Ghara Djebilet, le ministre des Mines a soutenu qu'il a été fait appel à une « grande » équipe d'experts, notamment dans le domaine juridique afin de préserver les intérêts du pays. Concernant l'exploitation du zinc et de plomb au niveau de Oued Amizour (Bejaia), M. Arkab a expliqué que ce gisement est « plus complexe », d'autant qu'il s'agissait, a-t-il mentionné, d'une exploitation souterraine.

D'autres sites et mines peuvent également être exploités, indique Mohamed Arkab. Il a notamment mis en avant l'existence d'une quarantaine de gisements de marbre et de granit « parmi les meilleures qualités dans le monde, mais peu ou pas exploités, alors que 500.000 tonnes de marbres et granites sont importés chaque année ».

Saïd Sadia

Aviron

Une trentaine d'arbitres au stage de formation par vidéo conférence

Une trentaine d'arbitres d'aviron dont 12 femmes ont achevé la première partie du volet théorique du stage de formation organisé par la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et canoë kayak (FASACK), a-t-on appris mardi auprès de la Direction du développement et de formation (DDF). Ce stage a permis d'inculquer aux stagiaires les règles de gestion des compétitions d'aviron, selon le code des courses de la fédération internationale d'aviron (World Rowing). " Cette formation pour l'obtention de licence d'arbitre national, est constituée de trois étapes, deux théoriques dont la dernière est programmée les 8 et 9 janvier et une pratique qui aura lieu lorsque les conditions sanitaires le permettront", a déclaré à l'APS, le DFF de la Fédération, Youcef Mezeghrani. La partie théorique a été suivie par des stagiaires issus des différentes régions et quelques anciennes athlètes internationales.

Le stage a été encadré par l'arbitre internationale tunisienne Inès Hammami, également membre de la commission d'arbitrage de la Fédération internationale "World Rowing" et responsable de la formation des arbitres internationaux en Afrique. L'objectif à court terme est de former des arbitres nationaux de qualité en perspective du niveau international à



moyen terme", a expliqué Mezeghrani. Le mois de janvier sera aussi chargé pour la fédération qui s'attèle à mettre en place, un wibenaire sur l'entraînement dans le domaine de l'aviron. Les intervenants dans cette rencontre seront entre étrangers et algériens dont Mehdi Garidi, expert algérien de la Fédération internationale des sociétés

d'aviron et représentant de l'instance au niveau de l'Afrique. Il est à rappeler que la saison sportive de la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë kayak (FASACK) est à l'arrêt depuis le mois de mars dernier, à l'instar des autres instances nationales, en raison de la situation sanitaire, liée à la pandémie du coronavirus (Covid-19). AKILA.E

Céréales

Les cours du blé toujours en hausse

Les prix du blé étaient toujours en hausse, mardi à la mi-journée, alimentée par la dynamique de hausse des prix à Chicago, elle-même favorisée par les problèmes logistiques rencontrés en Argentine.

Sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait de 1,25 euro sur l'échéance de mars à 215,50 euros et de 75 centimes sur l'échéance de mai à 212,25 euros, pour près de 14.000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, était stable, progressant de 25 centimes, tant sur l'échéance de mars à 198,75 euros, que sur celle de

juin à 199 euros, pour environ 200 lots échangés.

« La grève en Argentine, les affaires de limitation d'export en maïs ont fait monter Chicago et ont entraîné le blé et nous, on a suivi le blé de Chicago », a déclaré Damien Vercambre, analyste au cabinet Inter-Courtage.

« Alors que la grève des dockers semble trouver une issue, ce sont maintenant les douaniers qui affichent des revendications conduisant toujours de ce fait à des difficultés de chargements dans les ports », renchérit le cabinet Agritel dans une

note publiée mardi.

« De plus, l'Argentine a décidé de suspendre ses exportations de maïs et ce jusque fin février afin de tenter de juguler son inflation. Cela contribue bien entendu à la fermeté des cours mondiaux du maïs après la révision à la baisse de la production des Etats-Unis et de l'Ukraine ces derniers mois, conjuguée à la demande inédite d'importations de la part de la Chine », ajoute Agritel. La volatilité des cours est également favorisée par la demande chinoise, inédite ces derniers mois.

Santé

Lancement d'une campagne nationale de don de sang

Une campagne nationale de don de sang, devant s'étaler tout au long de l'année, a été lancée hier depuis Alger dans le but d'approvisionner les hôpitaux et établissements de santé en cette substance vitale. Organisée par la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), en coopération avec le Croissant-Rouge algérien (CRA) et les Scouts musulmans algériens (SMA), cette initiative, dont le lancement a été supervisé par le ministre du Commerce, Kamel Reziz, est placée sous le slogan « Je donne mon sang ... je sauve une vie ». L'objectif est d'approvisionner les hôpitaux et établissements de santé en cette substance vitale, notamment en cette conjoncture sanitaire marquée par la propagation du Coronavirus. Pour les organisateurs, cette campagne intervient « en soutien à l'Agence nationale du sang (ANS) et pour assurer une meilleure prise en charge sanitaire des citoyens, notamment ceux qui sont hospitalisés pour une intervention chirurgicale et ont grandement besoin de cette matière vitale ». A cette occasion, le ministre du Commerce a affirmé que le don de sang « est une action solidaire et humanitaire par excellence » qui traduit les plus belles formes de cohésion entre les composantes du peuple algérien, de l'homme d'affaires au simple citoyen, soulignant que cette initiative « est la plus belle et la plus grande chose qu'une personne fasse en solidarité avec ses frères, notamment en cette circonstance sanitaire ». A ce propos, M. Reziz a rappelé que son ministère a mobilisé au cours de l'année 2020, en coordination avec les commerçants et les industriels, plus de 14 tonnes de différents produits, affirmant que « la solidarité ne s'exprime pas uniquement en denrées alimentaires, mais également en la chose la plus précieuse que possède l'homme ». Les personnels du secteur à travers l'ensemble du territoire national sont mobilisés pour la réussite de cette caravane, a indiqué le ministre. Pour sa part, le président du CAPC, Mohamed Sami Akli a rappelé que l'année 2020 était difficile pour les citoyens algériens qui ont tiré des leçons de solidarité. Il a également fait état de 5 millions de bavoirs distribués au niveau national. Le lancement de la campagne de don du sang a pour objectif de semer l'espoir faisant de 2021 une année de solidarité et de relance de l'économie nationale, a mis en avant le responsable du CAPC, affirmant que « l'organisation oeuvre à la réussite de cette opération ». Pour sa part, le président du comité de wilaya du CRA, Mahfoud Belhout a mis en exergue les campagnes de don de sang menées par son association l'année dernière en faveur des familles et patients.

J.K

ALGER

L'alimentation en eau à Aïn Benian "complètement" rétablie en fin de journée (responsable)

L'alimentation en eau potable dans la commune de Aïn Benian à l'ouest d'Alger sera "complètement" rétablie en fin de journée, a indiqué mardi le directeur des Ressources en eau (DRE) d'Alger, Kamel Boukercha. "Les habitants de la partie haute de Aïn Benian ont commencé à avoir de l'eau hier (lundi) aux environs de 22 heures et "d'ici la fin de la journée d'aujourd'hui (mardi) tout le monde sera alimenté en eau potable dans l'ensemble de la commune", a assuré le DRE d'Alger à l'APS. Cette perturbation dans l'alimentation en eau potable qui a débuté jeudi soir était dû, selon la même source, à la rupture de la conduite



principale qui alimente Aïn Benian causée par les dernières pluies, vu que la canalisation traverse l'Oued

de Beni Messous, a-t-il précisé. M. Boukercha a expliqué que les conditions météorologiques ne

permettaient pas d'intervenir dans l'Oued vendredi, indiquant que les travaux ont, ainsi, commencé samedi matin pour s'achever lundi matin.

Le DRE d'Alger a indiqué qu'une fois les vannes rouvertes, lundi vers 11h, "il a été remarqué que de l'eau sortait des emplacements des boulons", ce qui a amené à couper de nouveau l'eau pour régler la problème définitivement. "Nous avons préféré procéder ainsi au risque de devoir arrêter l'alimentation en eau pendant deux jours dans le cas où un nouvel incident survenait", a-t-il souligné. Après l'intervention effectuée, les vannes ont été rouvertes le même jour (lundi) vers 19h30, a précisé le

responsable, ajoutant qu'il a fallu attendre que les canalisations se remplissent sur plusieurs kilomètres ainsi que les réservoirs, en plus de régler la pression de l'eau pour pouvoir assurer une bonne distribution". M. Boukercha a tenu à rassurer les citoyens de Aïn Benian, affirmant que cet incident "les dépasse" et pour lequel la mobilisation a été "totale" dans des conditions difficiles. Il a ajouté que les travaux de réparation ont été supervisés par le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, le wali d'Alger, Youcef Cherfa, le wali délégué ainsi que le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Aïn Benian.

YAMINA.A

Le président Tebboune reçoit des représentants de Confédérations du patronat

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi en audience, des représentants de confédérations du patronat, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi en audience, des représentants de confédérations du patronat pour l'examen de questions relative à la relance de l'économie nationale", précise le communiqué. "A l'entame de cette audience, les présidents des confédérations du patronat ont exprimé leurs remerciements au président de la République pour leur association à la concrétisation du plan de relance économique, et leurs vœux de santé et de réussite dans l'accomplissement de ses hautes missions au service du peuple et de la patrie", ajoute la même source. "Après des exposés exhaustifs présentés par les représentants des confédérations sur la situation de leurs activités industrielles et économiques, le président de la République a donné les orientations suivantes :

- Oeuvrer davantage à l'augmentation de la production nationale dans les secteurs public et privé, et préserver les postes d'emploi dans les différents secteurs économiques et industriels, à la lu-

mière de l'amélioration notable de la situation sanitaire, qui est à même d'impulser la dynamique économique, notamment dans les domaines en lien avec le quotidien du citoyen. Poursuivre l'amélioration, le développement et la diversification de la production agricole afin d'englober les produits actuellement importés, comme la poudre de lait, les viandes, l'huile et les aliments de bétail. Lancer l'exportation des produits fabriqués localement afin d'atteindre l'objectif fixé pour l'année 2021 d'une hausse de 2 à 3 milliards USD et de 4 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures, en accordant un intérêt particulier à l'exportation vers les pays africains et à la création de succursales de banques algériennes. Le Président Tebboune a instruit le secteur bancaire de jouer un rôle plus efficace dans le soutien de la production nationale et de faciliter la tâche aux investisseurs nationaux. - Eradiquer toutes les formes de bureaucratie et les lentes procédures qui entravent l'économie nationale. - Accélérer la numérisation, notamment du secteur de la Finance, et en particulier les Domaines, les impôts, les Douanes afin de parvenir à la transparence de toutes les transactions.

M.M

L'USTO-MB sélectionnée pour coordonner le projet DIGITAQ

L'Université des sciences et technologie d'Oran "Mohamed Boudiaf" (USTO-MB) a signé avec la commission européenne, l'accord de partenariat, en tant que coordinateur en Algérie, d'un projet européen "Renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement supérieur", a-t-on appris mardi du porte-parole de cet établissement d'enseignement supérieur. Il s'agit d'un projet européen de type Renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement supérieur intitulé "Création de Capacités Digitales pour le Pilotage de l'assurance-qualité" dans l'enseignement supérieur algérien (DIGITAQ) dans le cadre du programme "ERASMUS", a précisé à l'APS Maamar Boudiaf.

L'accord de partenariat a été signé le 3 décembre dernier et une enveloppe financière de plus de 905.000 euros a été accordée par la commission européenne à ce projet d'une durée de 36 mois à partir du 15 janvier 2021, a-t-on fait savoir.

L'objectif de ce projet est de pérenniser la culture du management par l'assurance qua-

lité dans les universités algériennes, à l'aide d'un support digital facilitant la collecte et le traitement des données, a-t-on expliqué, soulignant que "le projet entend agir à différents niveaux, tout en s'appuyant sur les acquis et réalisations des universités algériennes".

En plus du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ce projet concernera 9 établissements universitaires algériens et 5 établissements et organismes universitaires européens.

Il prévoit le partenariat entre les universités algériennes de l'USTO-MB, d'Oum El Bouaghi, de Ouargla, de Biskra, de Sétif 2, de Bejaia, de Mascara, de Guelma et d'Alger 1, d'une part et cinq établissements européens d'autre part, en l'occurrence les Universités de Lyon 2 (France), de Liège (Belgique), de Lisbonne (Portugal) et de l'Union des universités de la Méditerranée "UNIMED" (Italie) ainsi que le Mouvement français pour la qualité - Rhône Alpes (France).

AMINE.R

Lancement d'une campagne nationale de don de sang pour approvisionner les établissements de santé

Une campagne nationale de don de sang, devant s'étaler tout au long de l'année, a été lancée mardi depuis Alger dans le but d'approvisionner les hôpitaux et établissements de santé en cette substance vitale. Organisée par la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), en coopération avec le Croissant-Rouge algérien (CRA) et les Scouts musulmans algériens (SMA), cette initiative, dont le lancement a été supervisé par le ministre du Commerce, Kamel Reziz, est placée sous le slogan "Je donne mon sang ... je sauve une vie".

L'objectif est d'approvisionner les hôpitaux et établissement de santé en cette substance vitale, notamment en cette conjoncture sanitaire marquée par la propagation du Coronavirus.

Pour les organisateurs, cette campagne intervient "en soutien à l'Agence nationale du sang (ANS) et pour assurer une meilleure prise en charge sanitaire des citoyens, notamment ceux qui sont hospitalisés pour une intervention chirurgicale et ont grandement besoin de cette matière vitale". A cette occasion, le ministre du Commerce a affirmé que le don de sang "est une action solidaire et humanitaire par excellence" qui traduit les plus belles formes de cohésion entre les composantes du peuple algérien, de l'homme d'affaires au simple citoyen, soulignant que cette initiative "est la plus belle et la plus grande chose qu'une personne fasse en solidarité

avec ses frères, notamment en cette circonstance sanitaire". A ce propos, M. Reziz a rappelé que son ministère a mobilisé au cours de l'année 2020, en coordination avec les commerçants et les industriels, plus de 14 tonnes de différents produits, affirmant que "la solidarité ne s'exprime pas uniquement en denrées alimentaires, mais également en la chose la plus précieuse que possède l'homme".

Les personnels du secteur à travers l'ensemble du territoire national sont mobilisés pour la réussite de cette caravane, a indiqué le ministre. Pour sa part, le président du CAPC, Mohamed Sami Akli a rappelé que l'année 2020 était difficile pour les citoyens algériens qui ont tiré des leçons de solidarité. Il a également fait état de 5 millions de bavettes distribuées au niveau national.

L.M

Le discours de l'imam algérien "le plus élevé" en France (ministre)

Le discours de l'imam algérien officiant en France est "le plus élevé" en termes de promotion du message de l'Islam et de la modération, a déclaré mardi à Alger le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi. "Le discours de l'imam algérien officiant en France est le plus élevé, de l'affirmation même des autorités françaises," a souligné le ministre dans une déclaration à la presse au terme du coup d'envoi, à Dar El Imam (El Mohammadia), du concours de détachement d'imams pour l'encadrement religieux auprès de la Mosquée de Paris. "Les lauréats suivront une formation de perfectionnement au laboratoire de langues fruit de la coopération entre l'Algérie et les autorités françaises, ce qui leur permettra de transmettre le message de l'Algérie, de l'Islam, de la modération et de la fraternité", a-t-il indiqué.

Ce concours auquel participent 105 cadres pour 63 postes d'imam professeur, imam professeur principal et imam enseignant a été précédé d'une épreuve écrite à laquelle ont participé 538 candidats au niveau national. L'épreuve orale se déroule devant deux commissions, à savoir la commission du saint Coran et la commission de culture générale et de langue française. En raison de la pandémie du Coronavirus et de la fermeture de l'espace aérien, le mandat de certains imams en France, devant prendre fin en octobre, a été reconduit pour trois mois à deux reprises afin d'éviter la vacance dans cette Mosquée, première référence religieuse en France et dans toute l'Europe.

U.IMEN

REOUVERTURE DES ROUTES COUPÉES PAR LES INTEMPÉRIES

Après la neige, le verglas met en danger les automobilistes

Plusieurs opérations sont encore en cours. Après la neige, le verglas, les pouvoirs publics ont mobilisé plus de 500 tonnes de sel pour déneiger les routes et faciliter la circulation des véhicules.

Le verglas complique encore la situation aux automobilistes, notamment dans les Hauts-Plateaux, la Mitidja et la Kabylie où des routes ne s'ouvrent qu'à partir de 10 heures du matin. En ce sens, le ministère des Travaux publics a indiqué avoir mobilisé tous les moyens humains et matériels pour la réouverture des routes coupées à cause des intempéries qui ont touché plusieurs wilayas du pays entre le 31 décembre et le 3 janvier. Mais, après la neige et les inondations, le verglas est venu bloquer plusieurs routes nationales, véritables poumons de l'économie. Ainsi, le secteur des Travaux publics a mo-

bilisé, durant cette période, plus de 1 200 agents et cadres et 400 équipements et engins dans le cadre des interventions effectuées au niveau des routes et autoroutes des régions touchées par de fortes chutes de neige et des pluies torrentielles, a précisé la même source. Et des opérations sont toujours en cours. Dans ce cadre, plus de 500 tonnes de sel ont été utilisées pour déneiger les routes, faciliter la circulation des véhicules, traiter les glissements de terrain et éliminer les eaux stagnantes. Les interventions ont concerné encore 26 wilayas, comme Chlef, Oum El Bouaghi, Batna, Bejaia, Blida, Bouira, Tébessa, Tlemcen,

Aïn Defla, Aïn Témouchent, Mascara, Tiaret, Naâma, Djelfa, Tizi Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Skikda, Sidi Bel Abbès, Médéa, Mostaganem, Bordj Bou Arreridj, Bumerdes, Tissemsilt et Souk Ahras. Dans certaines régions enclavées, il aura fallu l'intervention des unités de l'Armée nationale populaire (ANP). En effet, celles-ci poursuivent leurs efforts pour désenclaver les régions éloignées après les chutes de neige qui ont affecté certaines wilayas de l'Est et de l'Ouest. L'initiative a trouvé un écho très favorable chez les citoyens qui ont exprimé toute leur reconnaissance à l'ANP pour ses nobles efforts et son aide et sou-

tien constants aux citoyens, notamment dans les régions éloignées. La solidarité citoyenne a sensiblement contribué à la réouverture des routes dans certaines régions où des axes sont inaccessibles aux engins des Travaux publics. Pour rappel, la plus grande opération de sauvetage a eu lieu à Chréa (Blida) pour extraire une douzaine de familles bloquées dans leurs véhicules sur les hauteurs. Lancée conjointement par les unités du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux l'ANP) et la direction des travaux publics (DTP), cette opération a nécessité la mobilisation des engins nécessaires pour

évacuer la neige et ouvrir les voies afin de secourir une douzaine de familles bloquées à l'intérieur de leurs véhicules qui n'étaient pas équipés de chaînes à neige et qui ont dérapé à cause des chutes de neige. A noter que l'Office national de météorologie, a prévu, dans un bulletin spécial (BMS), des chutes de neige et de grêle et la formation de couches épaisses de verglas dans plusieurs wilayas du Nord du pays sur des hauteurs situées entre 900 et 1000 mètres d'altitude et sur 700 à 800 mètres dans certaines régions du pays, et ce, jusqu'à la semaine prochaine. La vigilance est de mise.

Nadine Oumakhlouf

ETAT DE LA GESTION DES DÉCHETS EN 2020 Elaboration prochaine du premier rapport en Algérie

L'Agence nationale des déchets (AND) va élaborer, très prochainement, son premier rapport national sur l'état de la gestion des déchets pour l'exercice 2020 qui sera une référence en matière d'informations et de données dans ce domaine. Selon le directeur général de l'AND, Karim Ouamane, « l'élaboration d'un rapport national de l'état de la gestion des déchets va permettre à tous les acteurs d'avoir une vision claire sur l'état de la gestion des déchets durant l'exercice 2020 et leur procurera, ainsi tous les indicateurs et les informations nécessaires pour prévoir une bonne gestion des déchets dans le futur ». Tout en relevant que c'est la première fois que les experts de l'AND élaborent un tel rapport, il a souligné que ce document permettra, également, aux autorités publiques de planifier au mieux la gestion des déchets dans le futur et ce grâce aux données et aux innombrables informations contenues dans ce rapport. « Ces données et informations vont démontrer ce qui se passe réellement sur le terrain en matière de la gestion, du recyclage et de la récupération de toutes sortes de déchets, dont les déchets dangereux, ménagers et solides », a-t-il encore expliqué. Il a ajouté qu'après la validation de ce rapport par la ministre de l'Environnement, il sera largement diffusé en version numérique afin de permettre à tous les acteurs de le consulter pour bénéficier de ses riches données. Par ailleurs, une cinquantaine de start-up ont bénéficié en 2020 de l'accompagnement dans le domaine technique encadré par les experts de l'AND et ce afin qu'ils puissent réaliser leurs projets notamment dans le domaine de recyclage et de récupération des déchets, a indiqué M. Ouamane. « En plus de l'accompagnement technique, l'AND organise au profit des jeunes start-up et porteurs de projets innovant des conférences en ligne afin qu'ils disposent de la bonnes notions et informations dans le domaine de la gestion des déchets », a ajouté le responsable. Tout en rappelant que le ministère de l'Environnement avait mis en place une cellule pour l'accompagnement de ces projets, il a assuré que « les portes de l'AND sont grandes ouvertes devant tout porteur de projet innovant ou universitaire désirant activer dans le domaine de la gestion



des déchets ». Par ailleurs, M. Ouamane a affirmé que la récupération et la valorisation des déchets ménagers seraient à même de générer des recettes de l'ordre de 92 milliards de dinars/an. M. Ouamane a indiqué que « la récupération et la valorisation des déchets ménagers seraient à même de créer de l'emploi en matière de valorisation des déchets notamment plastiques dont les bouteilles des boissons gazeuses et des eaux minérales ». Soulignant que les déchets ménagers issus des bouteilles des boissons gazeuses et des eaux minérales représentent 4% soit 470 000 tonnes/an, le même responsable a fait savoir que la valorisation de ce type de plastique pourrait créer 7 600 postes d'emploi directs/an. Pour rappel, le nombre de structures de récupération et de recyclage des déchets non dangereux (DND) s'élevait à 444 structures en 2019, tandis que le nombre d'opérateurs de ce domaine était estimé à 4080 durant la même année, selon un document de la même agence. Du reste, il faut rappeler que le ministère de l'environnement est en voie de finalisation des textes réglementaires relatifs à l'intégration des jeunes porteurs de projets ou initiateurs de micro-entreprises dans la dynamisation de la gestion des déchets.

Selon la ministre du secteur, Nassira Benharrats, « l'économie circulaire est un pilier de la stratégie sectorielle et les jeunes porteurs de projets ou initiateurs de micro entreprises peuvent jouer un rôle important dans la dynamisation de la gestion des déchets, leur recyclage et leur valorisation ». Selon la ministre, « pour faciliter l'intégration de ces jeunes, nous sommes en voie de finalisation des textes réglementaires pour la mise en œuvre de ce processus créateur d'emploi et de richesse ». Selon elle, la crise sanitaire du Covid-19 avait provoqué un accroissement continu des déchets ménagers et assimilés. « Cet accroissement continu des déchets ménagers et assimilés est le résultat d'une consommation effrénée pendant le confinement renforcée par l'usage intense des équipements de protection à usage unique individuels », a-t-elle dit. Elle a souligné, dans le même cadre que le problème de leur élimination devient aiguë et leur gestion, collecte et traitement deviennent de plus en plus préoccupants. Pour faire face à cela il faudrait mobiliser radicalement tous les acteurs, départements ministériels, opérateurs économiques, entreprises, collectivités locales et citoyens, a souligné la ministre.

Nadine Oumakhlouf

Production prévisionnelle de 1,3 million qx d'agrumes

Une production prévisionnelle de 1,3 million de qx d'agrumes est attendue durant la présente campagne agricole dans la wilaya de Tipasa, a indiqué mardi à l'APS, le secrétaire général de chambre d'agriculture de la wilaya, Chokri Benchabane. "La chambre d'agriculture de Tipasa prévoit une récolte de 1,3 million de qx d'agrumes, dont un taux de 64% d'oranges (toutes variétés confondues)", a-t-il souligné. Il a signalé la collecte, depuis le début de la campagne de récolte en octobre dernier, de près de "40% de la production d'oranges et de 10% de la production de citron, au moment où la récolte de mandarine, estimée à 24% de la production globale, est sur le point d'être achevée", a-t-il fait savoir. Cette prévision de production augure d'un maintien de la wilaya à sa troisième place nationale, en matière de production d'agrumes. Une place déjà occupée l'année passée, derrière les wilayas de Blida et Chlef, avec une récolte de 1,3 million de qx. La culture d'agrumes à Tipasa s'étend sur une superficie de 5.800 ha, dont 64% d'orangeries, 24% de vergers de mandarines, et 12 % de citronniers et ce sur une superficie agricole utile (SAU) estimée à 70.000 ha, selon les chiffres fournis par M. Benchabane. La "Thomson Navel" et la "Washington" occupent la part du lion des vergers d'orangers (soit un taux de 70%). "La campagne de récolte de ces deux variétés, lancée en novembre, est sur le point d'être achevée. Elle se terminera ce mois-ci, ou au plus tard au mois de février prochain", a indiqué le même responsable. Il a, à ce titre, relevé l'existence d'un problème rencontré par les producteurs de ces deux variétés d'oranges (Thomson Navel et Washington), en raison de leur "récolte précoce et simultanée" et qui est à l'origine d'un excédant de production qui entraîne une chute des prix de ces fruits", a-t-il déploré. Pour tenter de trouver une solution à ce problème, la chambre d'agriculture de Tipasa, s'oriente, pour les prochaines saisons agricoles, vers "l'adoption d'une nouvelle stratégie visant à encourager la culture des oranges d'arrière saison, à l'instar de la Valencia Late, la Double fine et la Sanguine, dont la récolte peut se poursuivre jusqu'à avril et mai". Cela permettra de créer un équilibre sur le marché et d'éviter des pertes au producteur, tout en permettant au citoyen de consommer ce fruit, jusqu'à la fin du printemps, a expliqué le même responsable.

La chambre d'agriculture de Tipasa œuvre, également, à "encourager l'exportation de ce fruit, en vue de résorber l'excédant de production", a indiqué M. Benchabane. Il a signalé la signature, à cet effet, d'une convention avec un bureau d'expertises, qui assurera un accompagnement et une formation aux agriculteurs, pour leur permettre la maîtrise du processus d'exportation. "Notre objectif est de créer des plateformes d'exportation de manière à permettre aux producteurs d'écouler facilement leurs produits sur les marchés mondiaux"

KARIM.P

Un marché prometteur

Le e-learning attire de plus en plus de smart entrepreneurs

Avec la création de startups dans le domaine du e-learning, l'enseignement ou la formation en ligne est devenue, ces dernières années, un marché prometteur à Ouargla, estiment de jeunes smart entrepreneurs approchés par l'APS. Ces startups présentent des modèles de projets innovants susceptibles de contribuer au soutien pédagogique des élèves et à la formation continue, en plus de favoriser le respect des mesures sanitaires de distanciation, ont-ils souligné. C'est le cas de la plateforme numérique "Khoutoua" qui propose aux élèves des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), et aux étudiants universitaires des cours à distance, en vidéoconférences, diffusées via certaines applications, telle que ZOOM et GOOGLE HANGOUT.

Il s'agit de classes virtuelles et interactives, à travers lesquelles l'enseignant présente le cours et les apprenants peuvent le suivre, débattre et exprimer leurs idées en direct sur leurs ordinateurs, tablettes ou smartphones, a indiqué

la directrice de la startup, Nessayba Ghediri, spécialiste en Physique médicale.

"Khoutoua" est une plateforme de formation en ligne, fondée il y a deux ans à l'initiative de membres de l'association "Fikretak" basée à Touggourt, a-t-elle poursuivi.

"Au début, nous avons commencé à offrir à titre gracieux des cours en ligne dédiés aux candidats au baccalauréat, puis le projet s'est développé grâce aux efforts du staff fondateur, pour toucher tout les paliers d'enseignement et quelques filières et spécialités universitaires, en plus de l'organisation de sessions de formation spécialisées liées à différents domaines, a-t-elle ajouté.

Un mode d'enseignement plus flexible et moins couteux

Le e-learning qui présente via des outils digitaux un contenu plus précis, mieux ciblé adapté aux besoins des apprenants, est devenu aujourd'hui un mode d'enseignement et d'apprentissage plus flexible et moins couteux par rap-

port au cours de soutien en présentiel, ce qui permet de faire des économies de temps et d'argent, a souligné Nessayba Ghediri.

"Ecolify", qui s'implique également dans la formation en ligne, est, pour sa part, une startup gérée par un groupe de jeunes au niveau de la pépinière d'entreprises à Ouargla.

Elle propose, à travers une technologie basée sur l'intelligence artificielle, une solution d'enseignement à distance conçue pour les établissements éducatifs et les universités, indique son gérant, Mohamed Nacereddine Babkeur (informaticien).

"Quelques difficultés techniques liées notamment à la mise en place d'un système de paiement électronique reliant notre site Web hébergé à l'étranger au réseau national interbancaire, ont été rencontrées lors de la réalisation de notre projet qui fait actuellement l'objet de dernières retouches avant sa mise en service, explique notre interlocuteur.

Selon des avis recueillis par l'APS auprès de la population locale, des parents d'élèves notamment,

l'opinion publique est divisée entre personnes qui estiment que l'enseignement à distance présente plusieurs avantages, alors que d'autres pensent le contraire. Sans barrières géographiques, la formation en e-learning est souvent plus précise, flexible, moins chère et adaptable aux besoins des apprenants, tandis que la formation en présentiel présente certains inconvénients, le déplacement pour assister aux classes et les horaires contraignants notamment, a-t-on indiqué. En revanche, les opposés au e-learning voient que ce mode de formation pose des difficultés en termes de manque de motivation, car la présence d'un encadreur pour répondre aux questions est nécessaire surtout pour les sujets fondamentaux. L'intégration dans la vie entrepreneuriale, à travers la création de PME, n'a pas cessé de se développer dans la wilaya d'Ouargla, notamment chez les jeunes universitaires désireux d'investir dans différents créneaux économiques. Outre les organes classiques existants de soutien à la création de micro-en-

treprises, à l'instar de la pépinière d'entreprises et le centre de facilitation, la wilaya d'Ouargla a bénéficié d'un incubateur universitaire inauguré récemment au niveau du pôle universitaire-3, dans le cadre d'un programme national visant à accompagner les jeunes porteurs de projets innovants en milieu universitaire notamment. Cet incubateur s'inscrit dans le cadre d'un accord de partenariat entre l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla, la compagnie nationale Sonatrach et l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET). Il représente une structure d'accueil et d'accompagnement de projets innovants ayant un lien direct avec la recherche scientifique et aide les porteurs de projets à formaliser leurs idées et à valider la faisabilité des projets, en leur offrant un appui en matière de conseil, de formation, de financement et les hébergeant jusqu'au lancement de leurs entreprises, selon des cadres de cette institution.

AMEL.M

MICRO-ENTREPRISE

Diafat évoque avec l'ambassadeur du Cameroun en Algérie les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat, a reçu mardi au siège du ministère l'ambassadeur du Cameroun en Algérie, Claude Joseph Mbafou, avec lequel il a discuté des moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre, les deux parties ont abordé des questions d'intérêt commun, notamment la création d'opportunités de coopération et de partenariat entre l'Algérie et le Cameroun dans le domaine des micro-entreprises et la participation des

jeunes entrepreneurs des deux pays à la mise en œuvre de projets communs, précise la même source. Dans ce cadre, M. Diafat a souligné que son département ministériel était disposé à examiner toutes les opportunités et initiatives de coopération à même de contribuer au renforcement de la coopération entre l'Algérie et le Cameroun en matière économique, notamment dans les domaines liés aux activités du secteur, en encourageant les micro-entreprises à s'ouvrir aux différents marchés étrangers. De son côté, l'ambassadeur du Cameroun a fait part de sa volonté de mettre en place un programme de

coopération qui permettrait à son pays de bénéficier de l'expérience algérienne en matière de création et d'encouragement des micro-entreprises, d'autant que ce secteur peut créer de nombreuses possibilités d'emploi pour les jeunes, selon le communiqué. A cette occasion, les deux parties sont convenues de la nécessité de lancer l'action commune afin de hisser la coopération bilatérale au niveau des aspirations des deux pays dans le domaine des micro-entreprises et d'imprimer une nouvelle dynamique favorisant la diversification des domaines de partenariat.

T.Y

LA LISTE DES CONCESSIONNAIRES SERA RENDUE PUBLIQUE INCESSAMMENT

Importation de véhicules neufs : la dernière ligne droite

Sans nul doute. La vente de véhicules neufs va reprendre incessamment. Le gouvernement a déjà ficelé le dossier et la liste des concessionnaires qui devraient se conformer au nouveau cahier des charges pour relancer l'activité de la concession automobile. Selon des informations, la liste des nouveaux concessionnaires sera rendue publique la semaine prochaine. « Pour le moment, seuls deux concessionnaires ont déjà eu l'aval du ministère de l'Industrie pour entamer l'importation et ensuite la vente des voitures neuves », nous confie une source au département de Ferhat Ait Ali. Notre source a précisé qu'une commission ministérielle est attendue pour un rapport sur la conformité des installations mises sur pied par les concessionnaires. Elle ajoutée, par ailleurs, que « plus d'une centaine de demandes est déposée auprès du ministère de l'Industrie », toutefois, « aucune réponse n'est donnée pour le moment ». Interrogée sur le pourquoi de ce retard, notre source a indiqué que « les demandeurs doivent tous se conformer au cahier des charges », de ce fait « il est impossible de répondre à toutes les demandes », d'autant plus, ajoute-t-elle, « le nombre de concessionnaires ne saurait

atteindre la centaine ». Pour rappel, l'activité de concession automobile a été gelée pour deux raisons principales depuis quelques années. D'abord, à la suite du lancement de l'activité CKD-SKD qui a vu naître des usines de montages. Cette option n'a pas été épargnée par des critiques acerbes, accusant les propriétaires d'usines de siphonnage de la devise à travers des « importations déguisées ». Ensuite, suite aux affaires de corruption dans lesquelles plusieurs concessionnaires ont été inculpés puis incarcérés. Il faut rappeler également que le nouveau cahier des charges finalisés le mois de septembre dernier et édicté les décrets 20-226 et 20-227 du 19 août 2020. Toutefois, Si l'on se fie au cahier des charges, la mission est plus que difficile. Néanmoins, pour ceux qui jouissent d'une forte assiette financière et structurelle, d'un passé dans l'activité, d'une chaîne de valeurs au sens de l'entreprise et/ou de l'usine automobile, mais surtout des infrastructures répondant aux clauses de la loi, la chose paraîtra aisée. Si pour les importations le gouvernement n'est pas près de céder aux attentes du marché, dont les besoins avoisinent 400 000 unités/an, il ne le serait pas évidemment pour miser un grand

montant pour l'importation des intrants et autres kits pour la fabrication de véhicules. Il faut dire que, pour le moment, l'heure est aux importations, donc à l'urgence. Ces dernières devront toucher, selon l'article 2 du décret exécutif 20-227 du 19 août 2020, tous les segments. Au ministère de l'Industrie, on s'attelle, dans un premier temps, à recevoir les demandes formulées par les candidats. Lesquels candidats devront faire valoir tous les atouts pour l'approbation de leurs dossiers avant de passer à l'étape de l'agrément provisoire et, enfin, de l'agrément définitif. De l'autre côté des opérateurs, l'heure est aux appréhensions, d'autant que le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, est à cheval sur les clauses du cahier des charges, même s'il n'a pas cessé de marteler que « les portes sont toujours ouvertes » pour le dialogue. Aujourd'hui, la prudence de M. Ait Ali est plus que légitime au vu des révélations des procès de justice sur un secteur qui avait siphonné les devises pour faire subir à l'Algérie une rare gabegie qu'aucun pays au monde n'avait connue auparavant. Aujourd'hui que les masques sont tombés, l'heure est au choix. Au bon choix.

Ouiza. K

Groupe industriel des ciments d'Algérie

Production en 2020 de plus de 825.000 tonnes de ciment

Plus de 825.000 tonnes de ciment ont été produites en 2020 par la Société des ciments de Hamma Bouziane (SCHB) de Constantine, relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), a le président directeur général (Pdg) de la SCHB, Mustapha Kebbous. "L'année 2020 a été difficile compte tenu des multiples contraintes engendrées par une situation sanitaire particulière due à la propagation du coronavirus, néanmoins la production de la SCHB a atteint plus de 825.000 tonnes de ciment sur une capacité installée de 1 million de tonnes de ciment", a expliqué le responsable à l'APS. Il a, dans ce sens, ajouté que la conjoncture sanitaire et la fermeture des frontières ont influé sur le plan d'action de la cimenterie Hamma Bouziane, qui s'apprêtait à changer le bandage, pièce maîtresse du four considéré comme "l'organe noble de la ligne de production". Et de détailler que l'opération, lancée avec le concours d'experts étrangers a été interrompue après le rapatriement des superviseurs étrangers au lendemain de l'apparition du coronavirus.

"La SCHB a œuvré non sans peine à assurer la production de ciment", a déclaré le Pdg de la SCHB, précisant que les ingénieurs de la cimenterie et de la Société de maintenance de l'EST SME, ont fait de leur mieux pour entretenir la chaîne de production et réparer les pièces défectueuses.

A ce titre, M. Kebbous a indiqué que la SCHB, qui avait bénéficié il y a 4 ans d'une opération de maintenance de ses installations, nécessite de "grandes opérations de mise à niveau pour permettre le maintien de ses capacités et optimiser davantage son potentiel de production".

Le responsable a mis en avant "les prouesses" réalisées par la cimenterie en matière de diversification de la production avec la production de ciment résistant aux sulfates (CRS) et le ciment HTS (haute teneur sulfate), dont les premiers essais étaient "concluants".

Par ailleurs, le PDG de la SCHB a annoncé que la cimenterie en collaboration avec la Société des ciments de Ain El Kebira (SCAEK) de Sétif, s'apprête à organiser une opération d'exportation de 50.000 tonnes de ciment (35.000 tonnes produit de la SCHB) vers l'Afrique de l'Ouest.

AKLI.M

LOGEMENTS/BOUIRA

Relance de plusieurs chantiers LPA et LSP après un arrêt de plusieurs mois

Plusieurs chantiers de réalisation de logements promotionnels aidés (LPA) et socio-participatifs (LSP, ancienne formule), ont été relancés à Bouira, et ce, après un arrêt, qui a duré des mois, a indiqué mardi le chargé de communication de la wilaya, Mohamed Remini. "Ces chantiers étaient à l'arrêt pour des raisons liées à des contraintes techniques et administratives. Mais ils ont été relancés grâce au soutien des autorités locales, qui

ont aplani toutes les difficultés pour permettre la reprise des travaux notamment pour les projets de l'agence foncière de wilaya", a expliqué M. Remini à l'APS. Le chef de l'exécutif local, Lekhal Ayat Abdeslam, suit de très près l'évolution des projets d'habitat de différentes formules. Début décembre dernier, le même responsable avait présidé une cérémonie de distribution de 265 logements, tous types confondus, dont 100 unités public-locatives (LPL) et

109 autres unités de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). Dans une déclaration à la presse, en marge de cette cérémonie, le premier magistrat de la wilaya s'était engagé à prendre en charge les doléances des citoyens en matière de logement, ainsi qu'à assainir ce secteur via le renforcement des enquêtes notamment pour le logement social, qui enregistre une forte demande à travers la wi-

laya. D'ailleurs, 11 nouvelles brigades ont été mises sur pied par les autorités locales de la wilaya pour soutenir les six commissions existantes, dans leur travail d'enquête qu'elles mènent depuis plusieurs mois pour assainir les dossiers des demandeurs de logements sociaux. Le même responsable avait également annoncé la disponibilité d'un quota de 3 382 unités de type public-locatif, qui serait distribué prochainement. M. Lekhal Ayat Abdeslam s'est aussi

engagé à prendre en charge le relogement des familles habitant dans les vieux haouchs de la ville de Bouira. Les propriétaires des haouchs sont, donc, appelés à s'enregistrer auprès des services de la Daira afin qu'ils puissent bénéficier d'un logement neuf, et pour permettre aux services concernés de procéder à la démolition de ces habitations précaires, qui ternissent l'image urbanistiques de la ville. **LEILA.U**

Coopération scientifique juridictions/université Des dizaines de conventions signées en 2020 (ministère de la Justice)

Le programme de formation dédié aux magistrats a été caractérisé en 2020 par un riche programme de coopération scientifique entre les universités et les juridictions, a indiqué le ministère de la Justice sur son site web, précisant que 27 cours de justice et 25 tribunaux administratifs ont signé des conventions dans ce domaine. Dans le cadre de "l'ouverture du secteur de la Justice sur l'espace universitaire et la consolidation du partenariat et de la coopération entre les juridictions, les universités et les établissements locaux de formation", les cours de justice ont entrepris des démarches, de concert avec les universités et les instituts de formation relevant de leur territoire de compétence. Ces démarches se sont soldées par la conclusion de conventions de coopération signées par "27 cours de justice et 25 tribunaux administratifs", précise le ministère. Ces conventions ont porté sur plusieurs aspects de la coopération, dont essentiellement, "des stages qui seront effectués par les étudiants universitaires au ni-



veau des juridictions" et "l'affectation par les universités de places de formation en vue de la préparation des diplômes des études supérieures au profit des magistrats et fonctionnaires des juridictions". Ces conventions ont, entre autres, pour buts, "l'organisation de manifestations scientifiques conjointes autour de thèmes juridiques et judiciaires et d'autres sujets d'actualités, comme

les énergies renouvelables, l'environnement, la médecine légale et la communication, auxquelles prendront des magistrats, des enseignants-chercheurs et des cadres des administrations et établissements publics". Le ministère a fait état également d'autres projets de conventions en cours d'élaboration au profit d'autres juridictions. **LAMIA.E**

Médéa

Les écoles coraniques reprennent leur activité

Les écoles coraniques ont repris, leur activité au niveau de la wilaya de Médéa, après une année de fermeture, pour cause de lutte contre la propagation du Coronavirus, a-t-on appris auprès du directeur local des affaires religieuses et des wakfs, Salim Debieb. "Les cours d'enseignement coranique, suspendus dans le sillage de l'entrée en vigueur des dispositions initiées par les autorités, en vue de stopper la propagation de la Covid-19, ont repris, ce mardi, à travers de nombreuses écoles coraniques de la wilaya", a indiqué ce res-

ponsable, précisant que cette mesure sera appliquée de façon "graduelle" et suivant un protocole sanitaire "très stricte". Sont concernées, d'après Salim Debieb, les écoles coraniques, situées dans l'enceinte des grandes mosquées ou en dehors, disposant d'agrément des services compétents des Affaires religieuses, ajoutant que les écoles coraniques rattachées aux Zaouias "seront autorisées à ouvrir progressivement" leurs portes pour accueillir des apprenants du Coran. Ces écoles seront "soumises" au même protocole sanitaire appliqué dans les mosquées, a

indiqué ce responsable, en marge du coup d'envoi des cours d'enseignements coraniques qui a eu lieu à la mosquée "Imam Shafi", centre-ville de Médéa. L'organisation des cours d'enseignement sera "calquée" sur le modèle appliqué dans les établissements d'Education nationale, en l'occurrence la double vacation et l'alternance des journées d'enseignement, afin d'éviter tout risque d'infection ou de transmission du virus parmi les apprenants, leurs parents ou le personnel d'encadrement, a-t-il expliqué. **AMINE.R**

Ouargla

Réception prochaine de nouvelles structures sportives (DJS)

De nouvelles structures sportives et de jeunes seront réceptionnées dans le courant du premier trimestre de cette année à travers la wilaya d'Ouargla dans le but de promouvoir les activités sportives dans la région, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale de la Jeunesse et des Sports (DJS). Visant à prendre en charge les attentes des jeunes de la wilaya, ces nouvelles installations portent sur quatre piscines semi-olympiques dans les communes de Touggourt, Témachine, Taibet et Ouargla, deux piscines de proximité dans les communes de Sidi Slimane et Ain El-Beida, et une salle omnisports

à Sidi-Mahdi (Touggourt). Seront réceptionnées une salle de sport de 3.000 places dans la commune d'Ouargla, un complexe sportif de proximité au quartier Said-Otba (Ouargla) et une maison de jeunes dans la commune de Hassi-Benabdallah, a détaillé la source. Inscrites dans le cadre des efforts de généralisation de ce type de structures à travers la wilaya et la promotion de la pratique sportive, ces installations seront également consolidées de trois projets en cours de réalisation de stades football de 5.000 places chacun dans les communes des Témachine, Mégarine et Ain El-Beida. Selon la DJS, le secteur a bé-

néficié en 2019 d'un stade similaire dans la commune de Rouissat. Le projet était gelé pendant des années. Le secteur de la jeunesse et des sports compte dans la wilaya d'Ouargla 304 clubs sportifs, toutes disciplines et activités confondues, deux (2) ligues régionales de football et de handball, 26 ligues de wilaya, 476 sections sportives et 145 écoles. L'on relève aussi trois ligues juvéniles et 278 associations de jeunes actives qui ont bénéficié l'an dernier de subventions, au titre du Fonds de wilaya de promotion des initiatives de jeunes et de la pratique sportive. **L.M**

Gendarmerie nationale Plus de 2.300 unités de boissons alcoolisées saisies dans plusieurs wilayas du pays

Les unités de la Gendarmerie nationale (GN) ont saisi, lors d'opérations distinctes, plus de 2.300 unités de boissons alcoolisées, a indiqué mardi un communiqué de ce corps de sécurité. Les unités de la GN ont procédé, pendant les dernières 24 heures, à la saisie de 2.327 unités de boissons alcoolisées, 300 téléphones portables et de quatre moyens de transport, lit-on dans le communiqué. Trois individus ont été également arrêtés dans le cadre de cette opération menée dans quatre wilayas du pays, à savoir, Oum El Bouaghi, Tiaret, Oran et Mila, détaille-t-on dans le communiqué. Concernant la lutte contre le trafic des comprimés psychotropes, les unités de la GN ont procédé à la saisie de 58 comprimés psychotropes de différents types, d'un montant s'élevant à 130.000 Da provenant du trafic de ces substances toxiques, ainsi qu'à l'arrestation d'un individu impliqué dans l'affaire. Durant la période susmentionnée et concernant la sécurité routière, les unités de la GN ont fait état de sept accidents de la circulation survenus à travers six wilayas du pays, ayant fait un deux morts et 11 blessés. Ces accidents se sont produits dans les wilayas de: Batna, Jijel, Ouargla, Oran, Ghardaïa et Relizane. **T.Y**

Sidi Bel-Abbès

Trois morts dans des accidents de la route durant les 24 dernières heures (Protection civile)

Trois personnes sont mortes et cinq autres ont été blessées dans quatre accidents de la circulation, survenus à Sidi Bel-Abbès durant les 24 dernières heures, a-t-on appris mardi auprès de la cellule d'information et de communication des services de la protection civile. Fauchée par le train de transport de voyageurs reliant Tlemcen à Oran, une personne a succombé à ses blessures après avoir été admise à l'hôpital. Le corps de la victime âgée de 60 ans a été déposé à la morgue du CHU "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès, a-t-on indiqué.

Les services de la protection civile de Sidi Bel-Abbès ont également enregistré deux morts et cinq blessés dans trois autres accidents de la circulation distincts survenus dans une période d'intempéries marquées par de fortes pluies, de chutes de neige et du verglas.

Le premier accident a eu lieu sur la route nationale (RN 101) reliant les wilayas de Sidi Bel-Abbès et Ain Témouchent au niveau du village "Chairia" suite au renversement d'un véhicule qui a percuté un arbre causant la mort du conducteur. Le deuxième accident a été causé par le renversement d'un véhicule qui a aussi percuté un mur au niveau de l'autoroute-est ouest dans la commune de Makedra faisant un mort et deux blessés graves.

Le troisième accident a été enregistré au niveau de la zone de "Hoceiba" suite à une collision entre deux véhicules touristiques faisant trois blessés. Les corps des deux victimes ont été transportés à la morgue du CHU "Abdelkader Hassani" et les blessés ont été transportés aux urgences de cet établissement sanitaire. Les services concernés ont ouvert une enquête sur les circonstances de ces accidents. **AMINE.R**

Activer les accords de partenariat pour accompagner les diplômés porteurs de projets (rencontre)

Les participants à une rencontre d'étude et d'information sur "la maison de l'entrepreneuriat", tenue mardi à la bibliothèque centrale de l'université "Mohamed Cherif Messaadia" de Souk Ahras, ont appelé à activer les accords de partenariat avec tous les acteurs pour accompagner les diplômés universitaires porteurs de projets.

Responsables et étudiants intervenant durant la rencontre placée sous le slogan "l'université, pôle scientifique d'édification de la pensée entrepreneuriale", ont insisté sur l'importance du partenariat avec les divers dispositifs d'aide à l'emploi et les opérateurs économiques et la mise en place d'une carte de l'investissement dans la wilaya.

Les recommandations de la rencontre qui a connu une présence notable des étudiants ont insisté sur "l'association de laboratoires et dispositifs d'aide à

l'emploi à la création au sein de la maison de l'entrepreneuriat d'un laboratoire pour la maturation des idées des étudiants".

Il a été également appelé à "réviser les dispositions relatives à la participation personnelle du jeune porteur de projet ainsi que la liste des activités gelées par la commission de wilaya au niveau de la CNAC et de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat". Les participants ont aussi insisté sur "la régularisation des actes de concession des terres agricoles et la création d'un observatoire de l'emploi associant les dispositifs concernés pour repérer et traiter les éventuelles entraves rencontrées par les porteurs de projets". Dans son intervention à l'occasion, le wali Lounès Bouzegza a considéré que le rôle de l'université outre la formation de diplômés "doit inclure l'édification et la consolida-

tion de la culture de l'innovation et le développement de l'esprit entrepreneurial", assurant que 5 hectares sur les 220 que compte la zone industrielle de M'daourouche seront réservés aux startups, aux diplômés universitaires et des établissements de la formation professionnelle et aux compétences. Il a affirmé que des terrains sur les zones d'activités de Sidi Fredj, Oued Kebrit et Bir Bouhouch seront aussi réservés aux startups.

De son côté, le directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (ex Ansej), Fayçal Belhachemi, a rappelé que des conventions ont été conclues avec les secteurs des ressources en eau, du tourisme, de la poste et télécommunications et l'AADL en vue d'étoffer le cahier des charges des micro-entreprises de jeunes.

LEILA.E

AÏN DEFLA

Deux frères morts par asphyxie au monoxyde de carbone à Aïn Bénian (Protection civile)

Deux (2) personnes d'une même famille sont mortes, lundi à Aïn Benian (Aïn Deflar), intoxiquées au monoxyde de carbone, émanant de leur appareil de chauffage installé dans un poulailler, a-t-on appris auprès du chargé de communication de la direction locale de la Protection civile. "Deux frères (28 et 31 ans), ont été retrouvés morts lundi au niveau de leur poulailler situé à la cité Bennouna de Aïn Benian (55 km au nord-est du chef-lieu de wilaya) suite à l'inhalation du monoxyde de carbone émanant d'un appareil de chauffage fonctionnant au gaz butane", a indiqué le capitaine Kamel Hamdi. Les victimes, qui avaient mis en service un appareil de chauffage fonctionnant au gaz butane pour chauffer le poulailler où se trouvait un grand nombre de poussins, y ont passé la nuit, décédant après avoir inhalé du CO, a-t-il précisé, signalant



que les services de la protection civile ont été informés de ce drame par le biais de citoyens vers la mi-journée. Les victimes ont été évacuées vers la morgue de l'hôpital de Miliana, a-t-il souligné, faisant état de l'ouverture d'une enquête par les services de la police scientifique en vue d'élucider les circonstances de cet accident. "Les vic-

times du tueur silencieux sont toujours aussi nombreuses en dépit des campagnes de sensibilisation lancées par les services de la Protection civile", a regretté le capitaine Hamdi, redoutant que la situation ne s'exacerbe avec le froid glacial sévissant dans nombre de régions du pays.

A.Z

ASPHYXIE AU CO

10 décès et plus de 200 autres personnes secourues depuis le début de l'année (Protection civile)

Dix (10) personnes sont mortes et plus 200 autres ont été secourues au niveau national, suite à des accidents domestiques dus au monoxyde de carbone (CO) émanant d'appareils de chauffage, selon un bilan présenté, mardi, par le chargé de l'information à la Direction générale de la Protection civile. Dans une déclaration à l'APS, le capitaine Yousfi Mourad a précisé que depuis le 1 janvier, 10 personnes sont mortes asphyxiées par le gaz de monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-eau au niveau national, soulignant que le plus lourd bilan a été enregistré au niveau d'Alger, avec 3 morts, suivi de Tiaret, Aïn Defla et Djelfa (2 décès pour chacune) et un décès à Batna. Au cours de la même période, 700 interventions ont été enregistrées ayant permis de sauver 221 personnes d'une mort certaine due à l'inhalation du gaz de monoxyde de

carbone émis par les appareils de chauffage. Ces personnes ont été transférées aux services hospitaliers pour recevoir les soins nécessaires. A cet effet, le capitaine Yousfi a exprimé ses regrets d'avoir enregistré des victimes d'intoxication au monoxyde de carbone, malgré les campagnes de sensibilisation menées par les différentes unités de protection civile à travers le pays pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter les mesures de précaution et de sécurité pour réduire ces accidents mortels.

Le même responsable a imputé ces accidents domestiques au "manque d'aération et d'entretien périodique des divers appareils, ainsi qu'à leur mauvaise installation par des personnes non qualifiées, en sus du non-respect des conditions de sécurité", appelant à "mettre en place d'ouvertures d'aération en haut et en bas des endroits où l'équipement fonctionnant au gaz est

installé et d'utiliser un détecteur de monoxyde de carbone en guise de moyen d'alerte". Il a affirmé, en outre, que les services de la Protection civile poursuivaient leurs efforts et leurs campagnes de sensibilisation, rappelant le lancement octobre dernier d'une campagne nationale de sensibilisation aux dangers d'asphyxie au gaz sous le slogan «Ensemble pour un hiver chaud et sûr» et ce, pour augmenter le niveau de conscience quant aux risques liés aux gaz notamment en hiver. Selon la même source, un programme «riche» a été élaboré pour cette campagne dont des portes ouvertes au niveau des unités de la protection civile et des caravanes de sensibilisation sillonnant les différentes communes et villages, outre l'animation d'émissions radiophoniques et télévisées et la diffusion de spots de sensibilisation via les différents médias.

AMINE.T

TISSEMSILT

Raccordement prochain de trois zones d'ombre de la commune de Ammari au réseau AEP

Trois zones d'ombre de la commune de Ammari (Tissemsilt) seront raccordées prochainement au réseau d'alimentation en eau potable (AEP), a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication des services de la wilaya. Le wali, Abbès Badaoui a annoncé, lors d'une visite aux zones d'ombre de Hatatcha, Ouled Sidi Yahia et El Moutawaidine dans la commune de Ammari, l'achèvement bientôt du projet de raccordement de ces zones éloignées au réseau d'AEP à partir du réseau de la chaîne de production du barrage de Koudiet Rosfa.

Par ailleurs, ces centres ruraux ont bénéficié d'actions de développement d'urgence annoncées par le chef de l'exécutif, dont notamment celle de réaménagement de la salle de soins de Ouled Sidi Yahia et son renforcement par un encadrement médical et paramédical et des moyens.

L'école primaire "Maakeb Mohamed" de la zone de El Moutawaidine a bénéficié d'une opération de réfection et d'approvisionnement en gaz butane pour le chauffage alors que la zone de Hatatcha a été destinataire d'une opération d'aménagement d'une piste d'un kilomètre.

A.E

ORAN

Oued El Kerma aménagé en parc de loisirs en 2021 (responsable)

Une opération d'aménagement de Oued El Kerma sera lancée en 2021 pour éliminer la décharge anarchique qui l'entoure sur une superficie de 85 ha et la reconvertir en parc de loisirs au profit des habitants de la wilaya d'Oran, a indiqué le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane. Dans une déclaration à l'APS, le DG de l'AND a fait état de plusieurs projets lancés pour éliminer les grandes décharges anarchiques, dont celle de la commune d'El Kerma à Oran où l'opération d'élimination des déchets a été achevée, en attendant la reconversion de ce site en parc de loisirs devant être mis en service courant 2021. S'inscrivant dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Environnement visant à dépolluer et préserver l'environnement, ce projet vient compléter le programme déjà mis en œuvre pour éliminer les décharges anarchiques, à l'instar de Oued Smar (Alger), El Berka Zarka (Annaba) outre les décharges anarchiques de Tiaret et de Tébessa, a ajouté le premier responsable de l'AND. Précisant que 15 grandes décharges anarchiques avaient été éliminées à la faveur de programme, M. Ouamane a fait savoir que l'étude relative à la décharge de Oued El Kerma sera bientôt achevée et que des arbres seront plantés sur une superficie de 45 ha. Quant aux 40 hectares restants, ils abriteront des espaces de jeu, de loisirs, et de sports, selon le même responsable qui a fait état de l'aménagement de sentiers pour le cross-country et la création des structures de services à même de fournir des postes d'emploi "importants" aux jeunes de la région. Et de rappeler que ladite décharge était un grand dépotoir d'énormes quantités d'ordures ménagères, en sus des déchets solides générés par les chantiers des travaux de réalisation du tramway d'Oran. Ce projet, ajoute-t-il, revêt une grande importance pour la wilaya d'Oran, et notamment pour la commune d'El Kerma, en raison de sa place stratégique, car se situant à l'entrée de la wilaya et offrant un accès direct à l'autoroute, relevant la nécessité écologique de cette décharge du fait qu'elle se trouve sur les rives du lac El Kerma où le lixiviat cause une pollution de l'étang.

AMINE.R

MASCARA

Formation de 31 jeunes en aquaculture

Pas moins de 31 jeunes de la wilaya de Mascara suivent présentement une formation dans le domaine de l'aquaculture, a-t-on appris mardi de la responsable de la Station de pêche et d'aquaculture de la wilaya, Mimouna Tayebi. Mme Tayebi a expliqué que cette session de formation, la troisième du genre dans la wilaya, entre dans le cadre d'une convention entre la Station de pêche et d'aquaculture et l'Institut national spécialisé dans la formation en agriculture de la ville de Tighennif, qui délivre des diplômes d'agent d'élevage aquacole au terme d'une formation théorique et pratique d'une durée de 6 mois. La station, qui assure l'encadrement pédagogique, dispense une formation technique aux jeunes, notamment au métier de pêcheur, sur le mode de création d'un projet de ferme aqua-



cole et les opérations d'ensemencement, pour les préparer à investir dans cette fi-

lière, selon la responsable.

Pour rappel, il a été procédé durant les deux

dernières années à la formation intensive et de courte durée de 100 agriculteurs et fils d'agriculteurs dans le domaine de l'aquaculture, afin qu'ils bénéficient d'un programme d'ensemencement d'alevins dans les bassins d'irrigation agricole, lancé récemment par le ministère de tutelle.

Mimouna Tayebi a indiqué, par ailleurs, une production durant les trois derniers mois de près de 1.300 quintaux de poissons issus d'opérations d'ensemencement effectuées ces dernières années dans des barrages de la wilaya. Les autorités ont appelé à une intensification de la pêche au niveau des barrages au risque de voir les poissons périr à cause d'une baisse sensible du niveau d'eau dans ces infrastructures durant l'été et l'automne passés.

J.K

Boumerdes

Le taux d'aménagement du parc industriel de Larbaatache à près de 80 %

Le taux d'avancement des travaux d'aménagement du parc industriel national de Larbaatache à Boumerdes est de près de 80%, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur de l'industrie de la wilaya. "Les travaux vont bon train et seront réceptionnés prochainement, durant l'année en cours", a indiqué à l'APS Achouri Nadjib, en marge d'une réunion du conseil exécutif de la wilaya consacrée à l'examen des problèmes accusés par les zones d'activités et de services de la wilaya et au règlement de la situation du foncier industriel. Le responsable a signalé la "possibilité

d'exploitation partielle de ce parc industriel", inscrit dans le cadre du programme gouvernemental portant création de 50 parcs industriels similaires à travers le pays, en dépit, a-t-il dit, du "non parachèvement des travaux d'aménagement de cette zone". Un "gérant ou une entreprise sera désignée en vue de la gestion administrative de ce parc industriel, selon les objectifs fixés par le gouvernement", a-t-il ajouté. Les travaux en cours au niveau de cette zone englobent des aménagements de routes, de trottoirs, de réseaux d'assainissement, de fibres optiques, et d'AEP, outre des ser-

vices administratifs, bancaires et d'assurances. Concernant le problème de dotation de ce parc industriel en lignes et générateurs d'énergie (électricité et gaz) requérant une enveloppe globale de plus de 8,60 milliards de DA, M. Achouri a souligné que le Gouvernement a demandé aux parties compétentes de l'"informer des besoins financiers requis, en vue de leur prise en charge", a-t-il signalé. Le même responsable a fait cas de la récupération dernièrement de 21 lots fonciers, non exploités au niveau de cette zone, et abritant 17 projets d'investissement, sur un total de 252 lots englobés

par ce parc industriel, destinés à l'implantation de 152 projets. Avant la résiliation de leurs contrats, des mises en demeure ont été adressées aux investisseurs accusant un retard dans le lancement de leurs projets, qui ont bénéficié de "délais en vue de régulariser leur situation administrative, et de lancer leurs projets", a-t-il souligné. Un total de 152 projets dans divers domaines d'activités, ont été attribués aux investisseurs au niveau du parc industriel national de Larbaatache, à la fin de l'année 2019, après leur agrément par les services compétents de la wilaya.

L.M

Adrar

Des structures de police en cours de réalisation pour améliorer la couverture sécuritaire

Des structures de police, en cours de réalisation dans la wilaya d'Adrar, ont été inspectées mardi par le directeur général de la sûreté nationale (DGSN). M. Khelifa Ounissi a ainsi inspecté les projets d'un siège de police des frontières et d'une unité républicaine de sûreté, dont les chantiers sont à un stade avancé. Écoutant une présentation technique sur ces projets, le DGSN a insisté sur le respect des délais de réalisation pour les livrer avant la fin du premier trimestre de cette année. Ces structures sont appelées à renforcer les capacités opérationnelles des différents services de sûreté dans la région et à offrir une couverture sécuritaire de qualité au citoyen, a assuré le contrôleur de Police, Aissa Naili. M. Khelifa Ounissi a présidé aussi, à l'occasion de cette visite de travail, une céré-

monie de remise de décisions d'attribution de logements de type AADL à des fonctionnaires du secteur. Le directeur général de la sûreté nationale poursuivra mercredi

sa visite de travail dans la wilaya et procédera à l'inauguration de nouvelles structures sécuritaire et socioprofessionnelle à Adrar.

J.K

Alger

Coupure de l'alimentation en électricité jeudi à Bologhine (SADEG)

Une perturbation de l'alimentation en électricité est prévue jeudi dans la commune de Bologhine à Alger, en raison des travaux d'entretien des postes électriques, a dans un Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG). Cette perturbation concernera les ménages situés au "Lotissement Jais Bologhine en partie", rue Ziar Abdelkader et rue Lalleg Abdereahmane, et ce, de 9h à 16h. La direction de distribution d'électricité de Bologhine met au service de ses abonnés le numéro 3303, tout en s'excusant pour ce désagrément.

A.R

Asphyxies au monoxyde de carbone : quatre morts et 13 blessés en 24 heures à Tiaret (Protection civile)



Quatre personnes sont mortes et 13 autres ont été blessées par intoxication au gaz de monoxyde de carbone dans trois incidents survenus en l'espace de 24 heures dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris mardi auprès des services de la Protection civile. Les agents de la Protection civile ont déposé à la morgue de l'Hopital "Youssef Damerdjil", les corps de quatre membres d'une même famille, décédés suite à l'inhalation de gaz combustible émanant d'un chauffage à hai Zemala dans la commune de Tiaret. Deux autres personnes intoxiquées au monoxyde de carbone à cause d'un chauffage ont été sauvées dans la nuit du lundi à la cité 248 logements, dans la ville de Tiaret, selon la même source. Aussi, les services de la Protection civile sont intervenus lundi pour sauver 11 membres d'une même famille présentant des signes d'asphyxie au gaz émanant d'un chauffage au chef-lieu de wilaya. Les premiers soins leur ont été prodigués sur place avant de les évacuer vers le service des urgences de l'hôpital "Youssef Damerdjil" de Tiaret.

T.Y

Annaba

Le projet de la nouvelle gare maritime réceptionné "courant 2021"

Le projet de la nouvelle gare maritime d'Annaba sera réceptionné "courant 2021" pour permettre la reprise du transport maritime de voyageurs suspendu pour cause des travaux de ce projet, ont indiqué mardi des responsables à l'entreprise portuaire de la ville. Selon la même source, une première tranche du projet constituée des premier et second étages, réservés aux voyageurs, sera ré-

ceptionnée vers la fin du premier trimestre de l'année en cours tandis que la seconde et dernière tranche sera réceptionnée au cours du second semestre et inclut le troisième étage réservé aux activités commerciales, à la restauration et à la détente. Les travaux secondaires sont actuellement en cours de parachèvement aux deux premiers niveaux, selon les mêmes responsables qui ont estimé à 84 %

le taux d'avancement des travaux du projet. Lancé en 2016 avec un financement de l'entreprise portuaire d'Annaba, le projet a accusé du retard dû au lancement de travaux supplémentaires rendus nécessaires pour consolider le terrain, a-t-on expliqué. Lancée sur une surface de 8.000 m3, la nouvelle gare maritime aura une capacité d'accueil de 240.000 voyageurs par an contre 16.000 actuellement.

Sa conception moderne permettra un passage fluide des voyageurs montant et descendant ainsi que de leurs véhicules à la faveur de couloirs réservés aux procédures de transit, souligne-t-on de même source. La gare maritime offrira également un espace de shopping et de détente avec une vue sur la mer et ouvert au public.

Y.T

Ces défauts du dirigeant qui agacent

Certains dirigeants ont des manies qui peuvent agacer leurs salariés jusqu'à les inciter à quitter l'entreprise. Si certaines sont supportables, d'autres le sont moins. Zoom sur ces actions ou réactions qu'il vous faut contrôler si vous ne voulez pas augmenter le turn-over dans votre entreprise.

Les chefs d'entreprise colériques

S'il y a bien quelque chose à faire c'est essayer de contrôler vos pulsions même quand votre salarié a fait une énorme bourde. N'oubliez pas que la colère laisse des traces et que passer vos nerfs sur votre collaborateur ne changera pas grand-chose et risque de créer des tensions. Hurler n'a jamais résolu un problème alors autant essayer de vous maîtriser même quand la moutarde vous monte au nez. Relativisez les erreurs de celui-ci au regard de tout ce qu'il apporte à l'entreprise et n'oubliez pas que personne n'est parfait. Prenez le temps de réfléchir à trois fois avant de vous énerver et avant d'entrer dans une colère noire, allez vous détendre quelques minutes. Il existe des techniques pour vous calmer alors mettez-les en œuvre. Evitez tant que possible de le faire également avec vos associés devant vos collaborateurs. Il ne s'agit pas de montrer une dissension dans l'équipe de direction.

Ceux trop rigides

Certains chefs d'entreprise estiment qu'il faut totalement dissocier la vie privée et la vie professionnelle. Si on doit essayer tant que possible que l'une et l'autre n'interfère pas, cela n'est pas toujours possible. La rigidité excessive notamment sur les horaires ou la présence alors que ce n'est pas forcément nécessaire ne demeure pas une solution qui marche dans un monde où les deux vies semblent se confondre de plus en plus. Avec l'apparition des téléphones portables et des nouveaux moyens de communication à distance la frontière s'est profondément estompée et il n'est pas rare que les salariés ramènent du travail à la maison. Un peu d'empathie ne fait pas de mal et vous pouvez par exemple comprendre qu'une grève ou encore un enfant malade entraîne des conséquences et qu'offrir une certaine de flexibilité pour faciliter la vie des salariés.

Les dirigeants qui s'attribuent le succès

Quand une entreprise réussit, certains dirigeants ont tendance à prendre le melon comme le veut l'expression. Plus elle grandit, plus l'égo peut devenir démesuré. Heureusement cela n'est que très peu souvent le cas mais il faut bien prendre en compte que si l'entreprise grandit c'est bien parce qu'il y a une équipe pour répondre à la demande. Seul, on va peut-être vite mais nombreux on va loin. Si le chef d'entreprise peut avoir pris le melon et s'attribuer tous les succès, il doit bien comprendre que la valorisation demeure essentielle. Il faut attribuer les mérites à ceux à qui ils reviennent et pas seulement à soi. La reconnaissance joue un rôle essentiel dans la motivation des équipes.

Ceux qui ne sont pas exemplaires

L'un des rôles du chef d'entreprise est de montrer l'exemple. Si la réussite peut entraîner le fait que le dirigeant n'ait plus forcément besoin de faire 100 heures par semaine, il se doit quand même de montrer l'exemple. Personne n'a envie de se donner à fond pour quelqu'un qui ne fait pas sa part du travail. L'exemplarité joue un rôle fondamental qu'il ne faut pas négliger alors

si vous avez tendance à arriver en retard ou encore à partir tôt, sachez que vous ne pourrez demander à vos collaborateurs des efforts que dans la limite où vous êtes prêt à en faire vous-même. Votre comportement traduit celui que vous attendez de vos collaborateurs qui vous imiteront. Vous avez peut-être fait des efforts colossaux aux débuts de l'entreprise mais cela ne vous exempt pas de montrer l'exemple.

Les indisponibles

Il existe une catégorie de dirigeants qu'il est très difficile de contacter et qui a du mal à prendre des décisions. Cette attitude peut rapidement nuire à la productivité des collaborateurs surtout s'ils doivent attendre des réponses pour se lancer dans l'action. Dans le cas d'une bonne délégation tout se passe bien mais dans le cas inverse, le dirigeant qui ne sait pas être disponible peut nuire à la bonne marche de l'entreprise. Apprenez à déléguer et à laisser de la marge de manœuvre à vos salariés si vous n'avez pas le temps de tout traiter ou que vous ne pouvez vous rendre disponible. L'organisation doit être fluide et vous ne pouvez pas être le rouage qui bloque l'avancée de l'organisation.

Les Big brothers

Si certains dirigeants ont trop tendance à laisser d'espace à des salariés, l'inverse est également vrai. C'est oublier qu'il n'est jamais agréable d'avoir quelqu'un derrière son dos et que cela ne contribue nullement à la productivité ni à la motivation que de regarder chaque action des salariés. A trop vouloir surveiller vos salariés vous risquez de vous mettre en danger juridiquement mais pas seulement : vous avez des chances de créer du présentéisme. A défaut, vous risquez de perdre un temps considérable à regarder chaque action et de devenir une véritable boule de nerf. Les métiers d'aujourd'hui impliquent également de s'aérer l'esprit afin souvent de s'ouvrir à la créativité alors laissez de l'espace à vos collaborateurs pour qu'ils puissent se ressourcer et donner le meilleur d'eux-mêmes.

Les douteux

On ne sait pas trop des fois s'ils font des blagues ou s'ils sont sérieux. Parfois ils sortent des choses de mauvais goût et on ne sait pas trop comment réagir. Certains comportements sont même à la limite... Les douteux ne le font parfois pas exprès mais devraient travailler sur le type d'humour qu'ils emploient afin de ne pas créer des réactions. Il se pose un problème, c'est que parfois ils n'en ont même pas conscience. Si vous ne savez pas si vous faites partie de cette catégorie, peut-être devriez-vous demander l'avis à vos salariés.

Les bling bling

Pour terminer cette liste bien qu'il y ait bien d'autres comportements qui peuvent agacer, ceux qui montrent trop leur richesse et qui pourtant paient mal font partie des plus détestés. Il s'agit de ceux qui ont tendance à optimiser les coûts afin de s'enrichir sans prendre en compte que si l'entreprise grandit et génère autant, c'est bien grâce à l'ensemble des collaborateurs. Rien n'empêche de se faire plaisir mais il faut tout de même proportionner. A défaut, vous risquez de créer de la jalousie. Certains d'entre eux, n'hésitent pas à l'exprimer dans les réunions annuelles. Bravo ! Vous m'avez rapporté X millions DA. Une attitude qu'il faudra à tout prix rectifier car ce n'est pas pour vous enrichir qu'ils travaillent pour vous et se motiveront à donner le meilleur d'eux-mêmes.

S'installer dans un centre commercial : comment ne pas se tromper ?

Certains pensent que s'installer dans un centre commercial va leur amener une clientèle et que leur chiffre d'affaires est assuré. La réalité est parfois bien différente. Voici quelques conseils qui vous permettront avant de vous implanter de ne pas commettre d'erreurs qui pourraient être fatales à votre entreprise.

Les centres commerciaux sont la garantie d'une affluente constante et massive du public et sont évidemment des lieux d'implantation privilégiés. Reste que les emplacements sont rares et les coûts élevés. Bien que les projets de construction et d'extension de centres commerciaux soient très nombreux, les emplacements proposés sont immédiatement pris d'assaut. Généralement, par des franchises qui sont souvent les seules à pouvoir apporter les garanties financières exigées par les gestionnaires des centres commerciaux. Il convient donc de se renseigner très amont, notamment auprès du Conseil National des Centres Commerciaux, mais aussi auprès des mairies environnantes ou des réseaux de franchise afin de savoir si des projets d'implantation sont prévus.

Le choix délicat de l'implantation

Mieux vaut privilégier les petits centres commerciaux et éviter les centres cannibalisés par une grande boutique ou une seule marque célèbre. Par exemple, soyez prudent si vous prévoyez de vous installer dans un centre commercial d'une dizaine de boutiques avec un magasin « x » comme principale attraction. Vous courrez le risque de voir chaque jour des milliers de personnes circuler dans les couloirs du centre commercial, sans ja-

mais s'arrêter chez vous. Le lieu d'implantation doit donc être étudié avec la plus grande attention en fonction de la nature même du centre, de son image de marque, du nombre de boutiques implantées et de l'activité que vous souhaitez pratiquer.

Aux Etats-Unis, les «malls» deviennent des allées fantômes !

Le succès d'hier a été en à peine une décennie mis en difficultés par Amazon et le commerce en ligne qui se sont trouvées contraintes de fermer des magasins et de se réinventer. Macy's, Sears, JC Penney, trois des grandes chaînes de magasins ont annoncé récemment la fermeture de centaines de boutiques, souvent situées dans les « malls », emmenant avec leur disparition un effet de boomerang sur les autres commerces !

Ainsi, A Bloomsburg, au centre de l'Etat de Pennsylvanie (est), la fermeture du magasin JC Penney a condamné le centre commercial à une chute vertigineuse car les marques de baskets qui attirent la jeunesse sont devenues absentes d'un certain nombre de centres commerciaux. Il est donc indispensable de regarder les magasins implantés dans les centres commerciaux et la concurrence en ligne.

Sauter sur l'occasion, oui, mais pas trop vite !

Si un emplacement se libère, renseignez-vous sur ce qu'il est advenu des enseignes précédentes. Pourquoi ont-elles fermé ? Au bout de combien de temps ? Où est situé l'emplacement ? À l'entrée ? Dans une aile ? Renseignez-vous également sur la façon dont les visiteurs circulent dans le centre. Quelle est



l'entrée principale ? Où est situé le parking ? Par où sortent-ils ? Y a-t-il des aires de repos ? Des jeux pour enfants ? De la restauration ? Il ne faut se leurrer, si les centres commerciaux drainent beaucoup de monde, toutes les boutiques ne sont pas logées à la même enseigne et l'emplacement joue évidemment un rôle crucial.

3 raisons de s'y installer

Il y a trois intérêts majeurs à vouloir s'implanter dans un centre commercial. Primo, l'attractivité qu'ils suscitent auprès des consommateurs. À plus forte raison, si le centre abrite une grande surface alimentaire. Ce qui est synonyme d'un taux fréquentation très élevé tout au long de la semaine. Secundo, le fait qu'ils abritent des

grandes marques nationales bien connues du public. Tertio, le fait qu'ils soient facilement accessibles et que le parking soit gratuit. Tout l'inverse du centre-ville.

Des charges élevées

Mais il y a aussi quelques inconvénients : Les loyers élevés. S'il n'y a ni droit au bail ni pas-de-porte à payer à l'arrivée, en revanche, le loyer peut freiner quelques ardeurs. Chaque centre commercial possède ses propres conditions de location. C'est donc au futur locataire de négocier au mieux les conditions de son implantation. Au loyer mensuel, viennent se greffer les coûts liés à l'entretien des parties communes et à la sécurité des locaux. Ils grimpent vite et doivent impé-

rativement être pris en compte. Sans oublier que l'installation dans un centre commercial est soumise à l'autorisation du propriétaire qui, en fonction de la nature de l'activité commerciale proposée, peut refuser l'implantation, parce qu'elle ne s'inscrit dans son projet de développement ou qu'elle nuit à l'image de marque du lieu.

Un projet de longue haleine

Au final, s'implanter dans un centre commercial est un projet de longue haleine qu'il convient de bien ficeler, car les places sont rares, les charges financières élevées et le pari toujours risqué, surtout en tant qu'indépendant.

k.amel

La vente Avant tout vendre le bon produit

Avant de vouloir vendre à tout prix votre produit et de vous lancer dans la création d'un argumentaire commercial, mieux vaut commencer par les fondamentaux. Avoir un produit qui attire vos clients en travaillant sur la qualité, qui répond à un besoin réel du client et avec un prix en adéquation, tels sont les principes de base !

Avoir une offre de qualité

Cela peut paraître évident mais avoir une offre de qualité représente le B.a.-Ba de la vente. Si votre produit n'a pas besoin d'être parfait dès le début parce que vous pourrez lui apporter des améliorations au fur et à mesure, il vous faut cependant ne pas transiger sur la qualité. La concurrence sera probablement présente de manière directe ou indirecte alors autant vous distinguer par la qualité. Il s'agit de donner un maximum de valeur ajoutée à votre produit / service pour qu'il se démarque des autres. Pour ce faire, commencez par observer ce que met en place votre concurrence et comment elle élabore sa stratégie de communication. Vous pourrez ainsi déterminer ce qu'apporte ou n'apporte pas votre offre. N'hésitez pas à prendre le temps d'analyser vos forces et



vos faiblesses de la manière la plus objective possible et ainsi de trouver votre positionnement.

Vérifier qu'elle répond à un besoin du marché

Avoir la meilleure des offres si elle ne répond à aucune demande n'a absolument aucun intérêt. Il s'agit de répondre à un besoin qui n'est pas déjà couvert. Pour le trouver, vous pouvez commencer par vous poser les bonnes questions : mon produit est-il pertinent pour les clients que je démarcherai ? Mon offre facilite-t-elle la vie ou le quotidien de mes clients ? En quoi ma solution est-elle unique ? Est-ce qu'il existe un produit qui existe déjà sur le marché et qui a déjà conquis les clients ? Si vous avez un doute,

vous pouvez demander directement à vos prospects via des enquêtes ou sondages. Si vous avez déjà commencé à vendre votre produit, demandez directement à vos clients pourquoi ils achètent vos produits, quelles sont ses qualités et quels sont ses défauts et quels conseils ils vous donneraient pour l'améliorer. Ils seront votre première source d'informations pour peaufiner votre produit et le rendre davantage attractif.

Adopter la bonne politique tarifaire

La tentation est toujours de faire moins cher que sa concurrence. En réalité, vous devez adapter ce dernier à ce que vous proposez. Réduire sans cesse vos marges est le contraire du bon sens financier

car un prix adapté demeure le facteur de votre croissance. Votre offre répond à un besoin et cela se paie. Vous êtes trop cher ? Oui mais par rapport à quoi ? Vous devez prendre en considération les moyens financiers de votre cible (on vend par exemple généralement plus cher en B to B qu'en B to C) et déterminer le prix « psychologique ». Celui que votre prospect est prêt à payer pour s'approprier votre produit / service. La concurrence représente généralement un bon indicateur et notamment le prix moyen. À l'image d'un bon restaurant, il se peut que vous vendiez plus cher mais que le prix se justifie par rapport à votre offre. Si vous avez un doute, pourquoi

ne pas interroger vos futurs clients ?

A noter : N'oubliez pas de prendre en compte les tendances ! Inutile de faire ce qui se fait déjà et de vous lancer dans un marché qui est en train de disparaître. Il faut aussi analyser les habitudes d'achat de vos prospects pour adapter vos méthodes de vente ainsi que votre produit à l'ère du temps.

Garder à l'esprit que la proximité fait vendre

Aujourd'hui plus qu'hier, les consommateurs ont de moins en moins de temps et la société est devenue de plus en plus déshumanisée. Pourtant, l'un des facteurs majeurs de réussite c'est bien vous car on vous achète avant tout à vous. Et si on vous déteste, on aura tendance à ne pas acheter vos produits / services et à trouver tous les moyens pour contourner votre offre. Alors gardez à l'esprit que vous devez vous comporter comme le font les commerces de proximité. Être proche de vos clients vous permettra de leur donner des réponses, d'améliorer votre produit, de cerner les difficultés que peuvent rencontrer vos commerciaux lors de la vente ou encore de bien connaître vos avantages.

Covid-19 : Le nouveau confinement en Angleterre en place jusqu'en mars (ministre)

Le nouveau confinement mis en place en Angleterre face à la flambée des contaminations due au nouveau variant du coronavirus ne commencera à être levé qu'à partir de mars, a prévenu mardi un ministre du gouvernement britannique. "En entrant dans (le mois de) mars, nous devrions pouvoir lever certaines de ces restrictions mais pas nécessairement toutes", a prévenu Michael Gove, chargé de la coordination de l'action du gouvernement, sur la chaîne Sky News. "Nous ferons tout ce que nous pouvons pour faire en sorte qu'autant de personnes que possible soient vaccinées, de sorte que nous puissions commencer à lever progressivement les restrictions", a-t-il assuré. Face à la progression alarmante du nouveau variant du virus, de 50 à

70% plus contagieux selon les scientifiques britanniques, et au risque de submersion du système de santé, le Premier ministre Boris Johnson a étendu le confinement déjà appliqué aux trois quarts de la population anglaise à l'ensemble de la province et l'a durci. Les écoles, laissées jusqu'à présent ouvertes, ont fermé. D'ici mi-février, les autorités espèrent avoir vacciné toutes les personnes de plus de 70 ans ainsi que les soignants, soit environ 13 millions de personnes parmi les plus à risque, grâce à une accélération de la campagne de vaccination commencée le 8 décembre et désormais menée avec deux vaccins, le Pfizer/BioNTech et l'AstraZeneca/Oxford. "Plus le programme de vaccination sera efficace (...), plus il sera facile de lever ces restrictions", a in-

sisté le ministre, annonçant "des semaines très, très difficiles à venir". Légalement, le confinement doit entrer en vigueur dès mercredi à 00H01 locales et GMT, mais Boris Johnson a appelé la population à suivre les règles immédiatement. Le Parlement en débattrait mercredi. La population n'est autorisée à sortir que pour des raisons essentielles, comme faire des courses ou pour des raisons médicales. Comme lors du premier confinement au printemps et contrairement au deuxième en novembre, les écoles ont fermé et sont passées à l'enseignement à distance dès mardi. Avec plus de 75.000 morts, le Royaume-Uni est l'un des pays d'Europe les plus endeuillés par la Covid-19 et la tendance s'est aggravée ces dernières

P.P

Pandémie

L'Australie ne veut pas vacciner de manière "précipitée"

En dépit d'une pression de plus en plus forte visant à accélérer la campagne de vaccination en Australie, le Premier ministre Scott Morrison a déclaré mardi ne pas vouloir prendre de "risques inutiles". Alors que de nombreux pays ont commencé à vacciner, l'autorité australienne en charge de la réglementation pharmaceutique ne devrait pas se prononcer sur les candidats vaccins avant environ un mois et les premières doses ne devraient pas être administrées avant la fin mars. M. Morrison, qui au début de la pandémie affirmait que l'Australie serait un "chef de file" en matière de vaccination, a laissé entendre que les pays les plus frappés par le virus, comme la Grande-Bretagne, avaient été contraints de délivrer les autorisations en urgence. "L'Australie n'est pas dans une situation d'urgence comme le Royaume-Uni.

Nous n'avons pas à lésiner sur les mesures. Nous n'avons pas à prendre de risques inutiles", a déclaré le dirigeant conservateur à la radio 13AW. Dans son ensemble, l'Australie a plutôt bien réussi à contenir la pandémie mais des foyers épidémiques sont récemment apparus dans les deux plus grandes villes du pays, Sydney et Melbourne. Environ 26 personnes, porteuses du coronavirus, sont actuellement hospitalisées. Selon M. Morrison, avec près de 60.000 nouvelles contaminations par jour, la Grande-Bretagne est "dans les toutes premières phases" du déploiement du vaccin et a "rencontré quelques problèmes (car) ils le font en urgence". "Ils ne testent pas les lots de vaccins avant leur diffusion auprès de la population, si j'ai bien compris", a déclaré le Premier ministre, soulignant que l'Australie procéderait à ce type de tests. Il a indiqué que les campagnes de vaccination de masse en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde permettraient de fournir à l'Australie plus de données concernant l'innocuité des vaccins que les essais cliniques.

T.Y

Espagne

Près de 730.000 chômeurs de plus en 2020

Le nombre de chômeurs a grimpé de près de 730.000 en 2020 en Espagne, l'un des pays ayant le plus souffert économiquement de la pandémie, selon des chiffres publiés mardi par le gouvernement. Fin décembre, le nombre de chômeurs s'élevait à 3.888.137 dans le pays, soit 724.532 de plus que fin décembre 2019, a indiqué le ministère du Travail. Sur le seul mois de décembre, 36.825 nouvelles inscriptions au chômage ont été recensées. Au plus fort de la crise sanitaire, près de 600.000 inscriptions au chômage avaient été enregistrées au total en mars et avril.

Le nombre de personnes au chômage partiel était toujours par ailleurs de 755.000 fin décembre, selon le gouvernement de Pedro Sanchez qui a prolongé ce dispositif jusqu'à fin janvier.

Si l'on considère le nombre de personnes cotisant à la sécurité sociale, le nombre total d'emplois détruits sur l'ensemble de l'année s'élève à environ 360.000.

"L'année qui vient de se terminer a été horrible pour l'emploi", a réagi Lorenzo Amor, vice-président de l'organisation patronale CEOE, qui appelle le gouvernement à prolonger une nouvelle fois le dispositif de chômage partiel. Un mécanisme qui a permis de réduire drastiquement les destructions d'emplois, abonde Unai Sordo, secrétaire général du syndicat Commissions ouvrières, selon qui il y aurait "deux millions de chômeurs de plus" si aucune mesure n'avait été prise.

Très coûteux pour les finances publiques, le chômage partiel va contribuer à l'explosion du déficit et de la dette publique dans le pays qui avait connu une reprise spectaculaire ces dernières années après avoir vu son économie dévastée par la crise financière de 2008.

Y.U

COVID-19

L'ITALIE RETARDE LE RETOUR AU LYCÉE POUR COMBATTRE LA RAPIDE PROGRESSION DE LA PANDÉMIE

L'Italie a décidé mardi de retarder la réouverture des lycées, dans le cadre du renouvellement des restrictions anti-Covid, au moment même où une ONG s'inquiète que des milliers d'élèves aient abandonné l'école après des mois d'enseignement à distance. Le retour en présentiel au lycée n'aura lieu que le 11 janvier et non le 7 janvier comme prévu initialement. Les élèves plus jeunes feront, eux, leur rentrée le 7, mais seulement pour 50% de leurs cours, selon un décret adopté en Conseil des ministres dans la nuit de lundi à mardi.

En amont de cette décision au niveau national, plusieurs régions avaient déjà décidé de repousser la rentrée dans les lycées jusque fin janvier.

Les élèves italiens ont eu seulement quelques mois de cours en présentiel en 2020 à cause du confinement imposé au printemps et de nouvelles restrictions adoptées à l'automne pour faire face à la deuxième vague du coronavirus.

L'Italie, premier pays européen gravement touché par la pandémie, a enregistré plus de 75.000 morts.

L'ONG Save the Children a mis en garde mardi dans un communiqué contre l'impact de cette situation sur les adolescents. Selon une étude qu'elle a menée, 28% des élèves affirment avoir au moins un camarade qui a cessé d'assister aux cours, ce qui se traduirait par des dizaines de milliers d'abandons scolaires.

Selon ce sondage réalisé auprès de 1.000 adolescents âgés de 14 à 18 ans, les raisons principales de ces abandons sont la difficulté à se connecter en ligne et le manque de concentration. 37% des élèves interrogés estiment que leur capacité d'étudier a été affectée négativement.

Selon l'ONG, la plupart des élèves ne disposent pas de l'équipement ou de l'espace de travail pour travailler efficacement de chez eux. "Nous sommes confrontés au risque que de longues absences de l'école se transforment en abandon permanent et que nombre d'adolescents, dans un contexte de grave crise économique, finissent par grossir les rangs des travailleurs exploités", a estimé la directrice de l'ONG pour l'Italie et l'Europe, Raffaella Milano, citée par le communiqué.

RYME.T

COVID-19

L'AFRIQUE DU SUD FRANCHIT LA BARRE DES 30.000 MORTS

L'Afrique du Sud a franchi la barre des 30.000 morts enregistrés depuis la première détection de la covid-19 dans le pays en mars 2020, a annoncé mardi le ministre de la Santé, Zweli Mkhize. Un total de 434 décès ont été recensés au cours des dernières 24 heures, portant le bilan national à 30.011 morts, a indiqué M. Mkhize dans un communiqué, notant que la province du Cap Occidental est la plus touchée avec 157 morts. Par ailleurs, a ajouté le ministre, 12.601 nouvelles contaminations ont été confirmées, portant à 1.113.349 le nombre total cas testés positifs à la Covid-19 dans tout le pays. L'Afrique du Sud a connu durant les dernières semaines une hausse alarmante du nombre des nouvelles infections au coronavirus. Le ministre de la Santé avait annoncé récemment qu'une équipe sud-africaine de scientifiques en génomique a identifié une nouvelle variante de Covid-19, plus dangereuse et rapidement transmissible, probablement derrière la deuxième vague que connaît actuellement le pays.

Dans ce contexte, l'Afrique du Sud a adopté, à compter de la semaine dernière, un confinement de niveau 3 pour lutter contre la recrudescence des cas positifs de la pandémie dans le pays.

P.P

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTE NUMERO

005001112145616147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DIRECTION

OUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION

SUA

Ligue des champions (groupes) et Coupe de la Confédération (barrages) tirage au sort vendredi à 13h00



Le tirage au sort de la phase de groupes de la Ligue des champions 2020/2021 et du deuxième tour préliminaire additionnel de la Coupe de la Confédération aura lieu vendredi au Caire (Egypte) à 13h00 algériennes, a indiqué la Confédération africaine de football (CAF) mardi.

Les vainqueurs à l'issue des deux manches du 2e tour préliminaire de la Ligue des champions de la CAF, dont le retour est prévu mardi et mercredi, prendront part au tirage déterminant la composition des groupes.

Concernant le tirage du tour de barrage ou deuxième tour préliminaire additionnel de Coupe de la Confédération, il s'effectuera avec les vainqueurs du deuxième tour préliminaire de la Coupe de la Confédération et les malheureux perdants du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions.

L'ES Sétif s'est directement qualifiée pour le deuxième tour préliminaire additionnel aux dépens des Tchadiens du FC Renais-

sance. Trois autres clubs algériens sont en course pour une qualification dans les deux compétitions : le CR Belouizdad et le MC Alger en Ligue des champions et la JS Kabylie en Coupe de la Confédération. D'autre part, la Confédération africaine de football a publié la suite du calendrier des deux compétitions.

Phase de groupes (Ligue des champions)

1re journée - 12/13 février 2021
2e journée - 23 février 2021
3e journée - 5/6 mars 2021
4e journée - 16 mars 2021
5e journée - 2/3 avril 2021
6e journée - 9/10 avril 2021

2e tour préliminaire additionnel (Coupe de la Confédération)

Manche aller - 14 février 2021
Manche retour - 21 février 2021.

Open d'Australie

18 avions à 20% de capacité affrétés pour le voyage des joueurs

Le directeur de l'Open d'Australie de tennis, Craig Tiley, a annoncé mardi que 18 avions remplis à seulement 20 % permettront aux joueurs de voyager jusqu'à Melbourne, où ils doivent arriver entre le 15 et le 17 janvier pour l'Open d'Australie (8-21 février). Alors que des joueurs s'émouvaient de n'avoir aucune nouvelle quant aux modalités de leur voyage à Melbourne depuis plus d'une semaine, et qu'une procédure judiciaire menaçait par ailleurs les organisateurs, le directeur de l'Open d'Australie Craig Tiley a reconnu qu'"il y a eu quelques délais inévitables dans la finalisation des vols pour les joueurs".

Tiley a ensuite annoncé qu'un maximum de 18 avions seraient affrétés pour

les joueurs et leur staff.

"Chacun sera limité à 20 % de capacité pour garantir la sécurité de tous", a-t-il précisé. Et de conclure : "Nous sommes conscients que les délais sont très serrés, nous faisons notre maximum pour communiquer les informations de vols aux joueurs le plus tôt possible. Nous amènerons tout le monde à Melbourne". Les joueurs doivent arriver à Melbourne entre le 15 et le 17 janvier pour une quarantaine de deux semaines avec cinq heures par jour maximum sur le site de Melbourne Park (entraînement, gym et restaurant). L'Open d'Australie se disputera du 8 au 21 février. La semaine précédente auront lieu deux ATP 250 à Melbourne ainsi que l'ATP Cup.

A.Z

Foot/Covid-19

Le club de Wayne Rooney ferme son centre d'entraînement

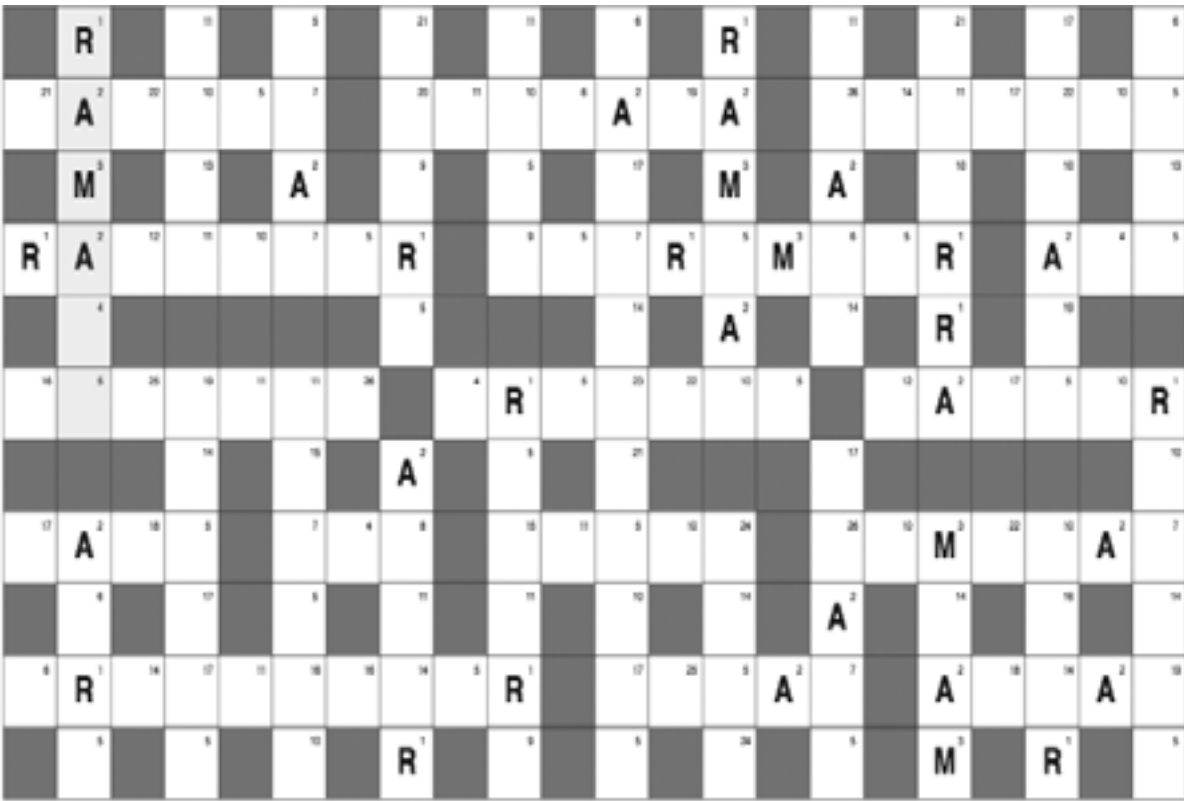
Le club de Derby County (D2 anglaise), entraîné par l'ancien attaquant international Wayne Rooney, a annoncé mardi la fermeture de ses installations d'entraînement après plusieurs cas de Covid-19 parmi les joueurs et l'encadrement de l'équipe première.

"Les membres du staff et les joueurs ont été dépistés lundi et un certain nombre de tests se sont avérés positifs", a indiqué dans un communiqué la formation classée 22e du Championship. Les personnes contaminées, dont Derby n'a pas révélé le nom en raison du secret médical, et leurs contacts proches "devront se soumettre à une période d'isolement à domicile, conformément aux consignes du gouvernement britannique". Les joueurs de Wayne Rooney, qui

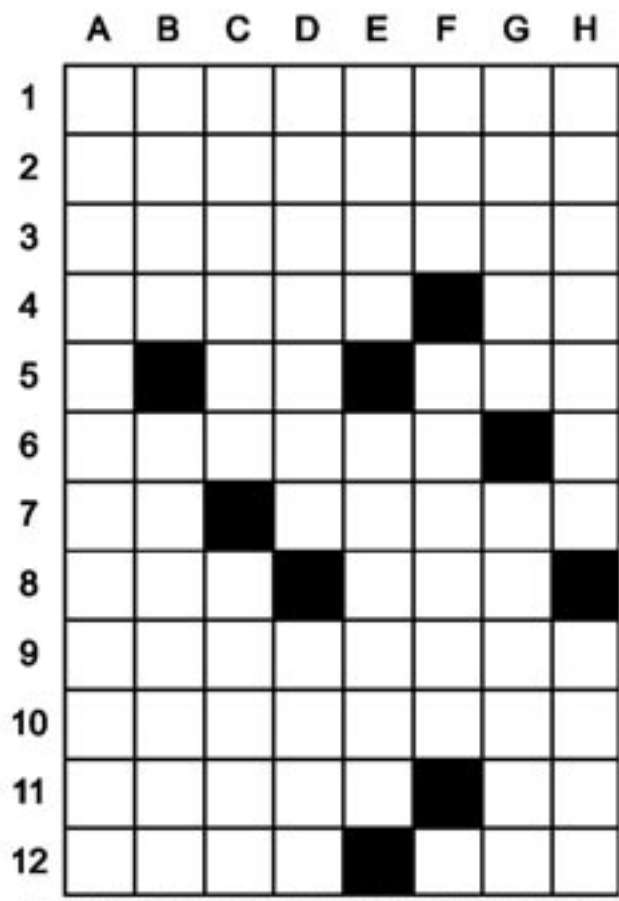
assure l'intérim sur le banc depuis le départ mi-novembre de l'entraîneur Phillip Cocu, doivent jouer samedi en Coupe d'Angleterre et ont pris contact avec la Ligue pour évoquer leurs prochains matches. Vendredi, Derby a perdu 1-0 un match de championnat sur le terrain de Sheffield Wednesday, un club qui a annoncé lundi la fermeture de son centre d'entraînement. Malgré le confinement de l'Angleterre annoncé lundi pour lutter contre la pandémie de Covid-19, les compétitions sportives professionnelles devraient se poursuivre. Le virus a causé plus de 75.000 décès en Grande-Bretagne, ce qui en fait un des pays les plus endeuillés d'Europe aux côtés de l'Italie.

AMINE .R

Mots codés



Mots croisés



HORIZONTALEMENT :

1. Placée entre des feuilles. 2. Peuvent être victimes d'un joli cœur. 3. Noix de cajou. 4. Majestueux. Morceau de verre. 5. Garde l'anonymat. Sac d'embrouilles. 6. L'ami de Célestine. 7. A généralement le dos au mur. Instrument de taille. 8. Organisme européen. Oiseau disparu. 9. Se montre très mauvais interprète. 10. Où il fut question d'être. 11. Désavouait. Indication routière. 12. Qui est triple. Saint-pierre en mer.

VERTICALEMENT :

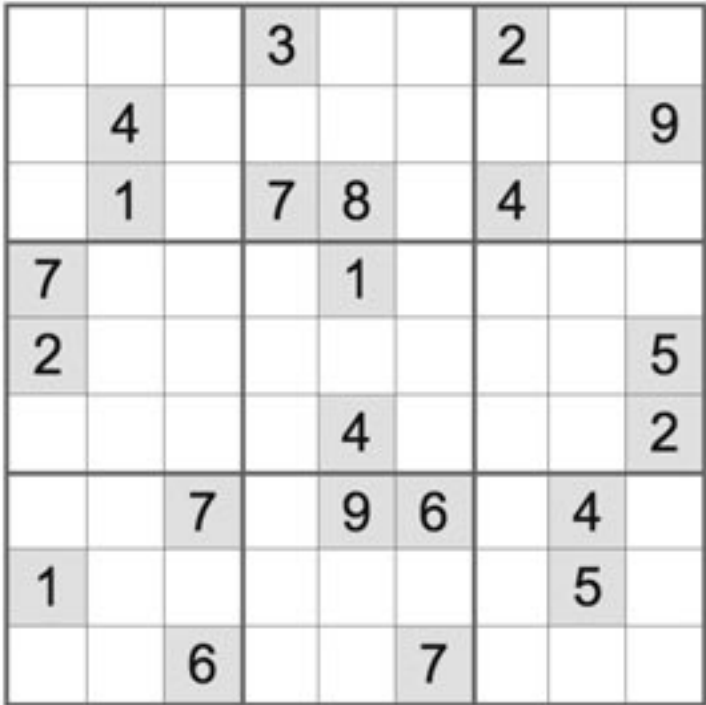
A. Supplice moyenâgeux. B. Un milliard de fois moins. Refaire des taches. C. Il a bonne mine. Terme musical. D. Mystères et boules de gomme. Celui de l'ami est un refuge. E. Vieille pièce. Prenant ses distances. F. Luth. Excessif en mal. G. Fils de Robert le Fort. Agrémente une toilette féminine. H. Qui maîtrise désormais son art. Il coule en de vertes régions

Mots mélangés

ABLATION ALEA
ALOYAU APOLOGIE
ASPE AVENTURE AVIS
BADGE BADIN
BOSSE CROTTIN ELFE
FANA GALA GARANTIE
GERONTE GROSSISTE
LATINISTE
MAZOUT NOTE OBOLE
OSERAIE POLOCHON
POSTAL POUSSEUR
QUETER
RATURER RELIURE
RENE RENGAIN
RETORS SCELLER
TETANIE TINTER
TIRETTE TOCCATA

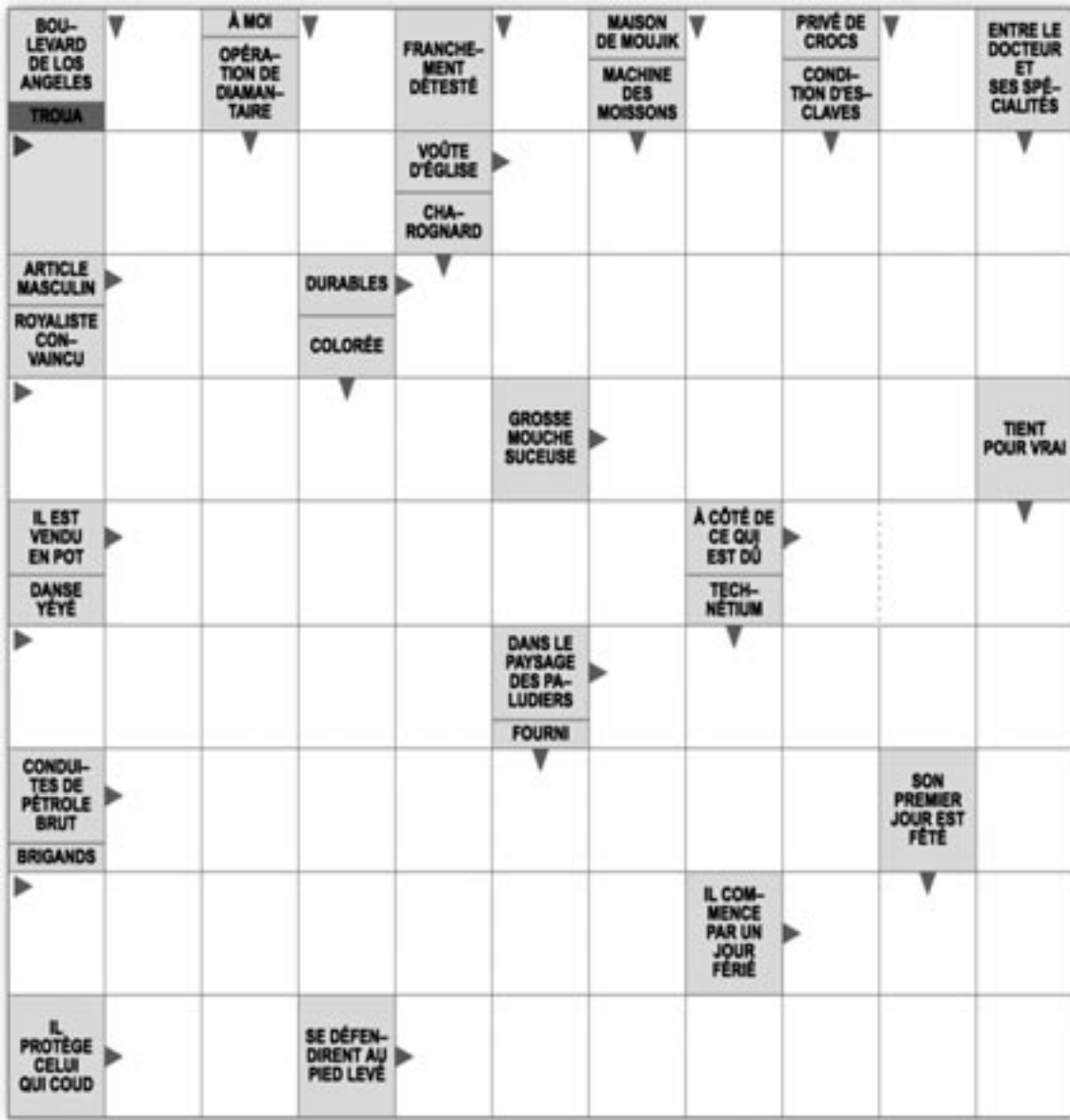


Sudoku



Solution
sudoku

Mots fléchés



de l'administration

www.lemondeadm.com



LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Coronavirus :

228 nouveaux cas, 186 guérisons et 5 décès ces dernières 24h en Algérie (Fourar)

Deux cent vingt-huit (228) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 186 guérisons et 5 décès ont été enregistrés -durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi à Alger, le -porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie -du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.-Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 100.873 dont 228 nouveaux cas, -soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2782 cas, alors que -le nombre de patients guéris est passé à 68.185, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.En outre, 22 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures de 1 à 9 cas, 21 wilayas n'ayant enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré plus de 10 cas.Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar.Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Arrestation d'un individu et récupération d'un véhicule volé à Alger

Les éléments de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont récupéré un véhicule volé et arrêté un individu impliqué dans l'affaire à Beni Messous (ouest d'Alger), a indiqué, mardi, un communiqué de la Sûreté nationale.L'affaire a été enclenchée suite à une plainte déposée par un citoyen au sujet du vol de son véhicule par un inconnu sous la menace, a indiqué le communiqué, précisant qu'après intensification des recherches, la brigade de la police judiciaire a identifié et arrêté le suspect. Agissant en coordination avec la brigade de la police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Baraki, ladite brigade a récupéré le véhicule volé auprès d'un autre individu qui a conduit les éléments de la police vers le principal accusé, un repris de justice, précise la même source. Après finalisation des procédures légales en vigueur, le prévenu a été déféré devant le procureur de la République territorialement compétent, conclut le document.

Une Conférence nationale sur l'œuvre de Benhadouga du 9 au 11 janvier à la BN

Le ministère de la Culture et des Arts organise du 9 au 11 janvier à la Bibliothèque nationale (BN) d'El Hamma (Alger) une Conférence nationale sur l'œuvre de Abdelhamid Benhadouga, intitulée "Le roman algérien... de la création à la consécration". Plusieurs intervenants et chercheurs spécialisés dans l'œuvre de Benhadouga devront prendre part aux travaux de cette Conférence nationale, a indiqué un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Né à Mansoura, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, Abdelhamid Benhadouga (1925-1996), romancier, dramaturge, traducteur et nouvelliste est l'auteur de "Rih El Djanoub" (Vent du Sud), premier grand roman algérien écrit en langue arabe en 1971 et adapté au grand écran par Mohamed Slim Riad en 1975.Abelhamid Benhadouga est l'un des romanciers algériens les plus célèbres possédant à son actif plusieurs ouvrages, notamment le célèbre " Vent du Sud", traduit dans une vingtaine de langues en plus d'autres romans tels que "Ban Essobh" et "Djazia et les Derviches".

PETROLE

le Brent à 51,42 dollars à Londres

LES PRIX DU PÉTROLE S'APPRÉCIAIENT EN DÉBUT DE SÉANCE EUROPÉENNE, LE BARIL DE BRENT DE LA MER DU NORD POUR LIVRAISON EN MARS GAGNAIT 0,65% À LONDRES PAR RAPPORT À LA CLÔTURE DE LUNDI, À 51,42 DOLLARS.LE BARIL AMÉRICAIN DE WTI POUR LE MOIS DE FÉVRIER GRIMPAIT DE SON CÔTÉ DE 0,80% À 48,00 DOLLARS.A L'ENTAME DE LEUR PREMIÈRE SÉANCE DE L'ANNÉE LUNDI, LES DEUX CONTRATS DE RÉFÉRENCE DU BRUT ONT TOUCHÉS DES PLUS HAUTS DEPUIS RESPECTIVEMENT LE 3 MARS ET

LE 26 FÉVRIER DERNIER, À 53,33 DOLLARS ET 49,83 DOLLARS, AVANT DE BATTRE EN RETRAITE EN DÉBUT DE SÉANCE AMÉRICAIN.LES INVESTISSEURS ET OBSERVATEURS DE MARCHÉ RESTENT SUSPENDUS MARDI À LA DÉCISION DE L'ORGANISATION DE PRODUCTEURS, COMPOSÉ DES MEMBRES DE L'ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE (OPEP) ET DE LEURS ALLIÉS VIA L'ACCORD OPEP+.CES DERNIERS ONT ENTAMÉ LUNDI LEUR PREMIER SOMMET MINISTÉRIEL DE 2021 AFIN DE DÉFINIR LE NIVEAU DE

PRODUCTION DU MOIS PROCHAIN, DONT LES TRAVAUX SE POURSUIVront CET APRÈS-MIDI POUR PARVENIR À UNE DÉCISION EN FIN DE JOURNÉE.L'ALLIANCE EXAMINE UNE APPROCHE PRUDENTE QUI PASSE PAR LE MAINTIEN EN L'ÉTAT DES COUPES ACTUELLES ET/OU LA POSSIBILITÉ DE RÉINJECTER JUSQU'À 500.000 BARILS QUOTIDIENS SUR LE MARCHÉ LE MOIS PROCHAIN, À L'IMAGE DE CE QUI AVAIT ÉTÉ DÉCIDÉ EN DÉCEMBRE POUR JANVIER.

GRIPPE AVIAIRE EN FRANCE :

plus de 200.000 canards abattus



Plus de 200.000 canards ont été abattus en France pour endiguer la progression de la grippe aviaire dans les élevages et autour de 400.000 sont en passe de l'être, selon le ministère de l'Agriculture.Quelque 100.000 canards ont été abattus à l'intérieur des foyers de contamination identifiés, tandis que 104.000 ont fait l'objet d'abattages préventifs autour de ces foyers, a indiqué le chef des services vétérinaires et directeur général adjoint de l'alimentation, Loïc Evain."Il en reste à peu près 400.000 à abatte" préventivement, a-t-il ajouté. Le dernier bilan du ministère de l'Agriculture fait état de 61 foyers d'influenza aviaire hautement pathogène (communément appelée grippe aviaire) en France au 1er janvier, dont 48 dans les Landes, dans le Sud-Ouest, qui compte un grand nombre d'exploitations d'oies et canards destinés à la production de foie gras. Les autorités ont décidé d'abattre préventivement l'ensemble des volailles élevées dans un rayon d'un kilomètre autour d'un foyer

identifié. Entre un et trois kilomètres autour du foyer, "tous les palmipèdes" confinés ou non sont abattus, de même que les autres types de volailles "quand elles ne sont pas claustrées", a précisé M. Evain."On est face à un épisode exceptionnel avec un virus très très contagieux" qui "touche des élevages plein air mais pas seulement", a-t-il souligné. "Si la propagation du virus continue, il faudra qu'on prenne des mesures encore plus drastiques", a-t-il averti.Ces mesures seront "fondées sur une base scientifique, absolument indispensable pour expliquer aux éleveurs concernés la pertinence des décisions que l'on prend", a-t-il spécifié.Dans un communiqué mardi, la Confédération générale de l'aviculture (CFA), affiliée au syndicat agricole FNSEA, estime "urgent que l'Etat renforce ses moyens d'action sur le terrain, en collaboration avec la filière, pour agir au plus près et au plus vite" afin d'endiguer le virus H5N8.

L.M

Le blé toujours en hausse, dans le sillage de Chicago

Les prix du blé étaient toujours en hausse à la mi-journée, alimentée par la dynamique de hausse des prix à Chicago, elle-même favorisée par les problèmes logistiques rencontrés en Argentine.Sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait ce matin de 1,25 euro sur l'échéance de mars à 215,50 euros et de 75 centimes sur l'échéance de mai à 212,25 euros, pour près de 14.000 lots échangés.La tonne de maïs, elle, était stable, progressant de 25 centimes, tant sur l'échéance de mars à 198,75 euros, que sur celle de juin à 199 euros, pour environ 200 lots échangés."La grève en Argentine, les affaires de limitation d'export en maïs ont fait monter Chicago et ont entraîné le blé et nous, on a

suivi le blé de Chicago", a dit un analyste. "Alors que la grève des dockers semble trouver une issue, ce sont maintenant les douaniers qui affichent des revendications conduisant toujours de ce fait à des difficultés de chargements dans les ports", renchérit le cabinet Agritel dans une note publiée mardi."De plus, l'Argentine a décidé de suspendre ses exportations de maïs et ce jusque fin février afin de tenter de juguler son inflation. Cela contribue bien entendu à la fermeté des cours mondiaux du maïs après la révision à la baisse de la production des Etats-Unis et de l'Ukraine ces derniers mois, conjuguée à la demande inédite d'importations de la part de la Chine", ajoute Agritel.

Céréales :

les cours du blé toujours en hausse sur Euronext



Les prix du blé étaient toujours en hausse à la mi-journée, alimentée par la dynamique de hausse des prix à Chicago, elle-même favorisée par les problèmes logistiques rencontrés en Argentine. Sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait de 1,25 euro sur l'échéance de mars à 215,50 euros et de 75 centimes sur l'échéance de mai à 212,25 euros, pour près de 14.000 lots échangés.La tonne de maïs, elle, était stable, progressant de 25 centimes, tant sur l'échéance de mars à 198,75 euros, que sur celle de juin à 199 euros, pour environ 200 lots échangés."La grève en Argentine, les affaires de limitation d'export en maïs ont fait monter Chicago et ont entraîné le blé et nous, on a suivi le blé de Chicago", a déclaré Damien Vercambre, analyste au cabinet Inter-Courtage. "Alors que la grève des dockers semble trouver une issue, ce sont maintenant les douaniers qui affichent des revendications conduisant toujours de ce fait à des difficultés de chargements dans les ports", renchérit le cabinet Agritel dans une note publiée. "De plus, l'Argentine a décidé de suspendre ses exportations de maïs et ce jusque fin février afin de tenter de juguler son inflation. Cela contribue bien entendu à la fermeté des cours mondiaux du maïs après la révision à la baisse de la production des Etats-Unis et de l'Ukraine ces derniers mois, conjuguée à la demande inédite d'importations de la part de la Chine", ajoute Agritel.La volatilité des cours est également favorisée par la demande chinoise, inédite ces derniers mois.